

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 8 NOVEMBRE 2021 - 51^e ANNÉE - N° 1220 - 4 €

Transmettre

Hubert Germain, le dernier des Compagnons de la Libération, repose désormais dans la crypte du mont Valérien. Rien ne s'efface, pourtant, ni ne s'effacera.

Leur mémoire est et restera vivante. Il y a les rues, les places qui portent leur nom – et les communes, les régiments, les bâtiments de la Marine, les groupes de chasse et de bombardement qui sont, collectivement, Compagnons de la Libération.

Les historiens, en notre siècle et dans ceux à venir, diront de multiples manières ce qu'ils furent et ce que fut la Résistance – comment des Français de toutes conditions engagèrent une lutte de libération nationale qui était, indissolublement, un combat pour la civilisation face à l'entreprise la plus radicalement nihiliste de toute l'histoire.

Aux Compagnons de la Libération, à leurs frères d'armes, au général de Gaulle qui incarnait la légitimité nationale, nous devons la victoire au terme d'un effort inouï et d'extrêmes sacrifices. La page d'histoire qu'ils ont écrite n'appelle pas les mots de l'admiration et des commentaires de plus en plus distants mais des actes qui nous inscrivent et nous inscriront dans la longue chaîne de la transmission d'une mémoire sacrée, de lieux sacrés et de paroles sacrées qui marquent les moments inoubliables d'une histoire exemplaire.

La France combattante de Bir-Hakeim, de Normandie-Niemen, du Vercors, de l'insurrection parisienne, ne cessera de nous transmettre la force et l'espérance, pour le toujours même service de la patrie. ■



© PISOELS.COM-ID-ZWMOL

Cop 26 : le Munich du climat

La Conférence des parties qui vient de débiter à Glasgow sera, à n'en pas douter, un échec, comme les 25 autres qui l'ont précédée.

Les engagements pris en 2015 par les dirigeants du monde lors de la COP 21 de Paris ne seront pas tenus. Les scientifiques du Giec et les spécialistes de l'ONU en sont convaincus. Et pourtant, rien n'est définitivement perdu : quasiment plus personne ne nie l'existence

du réchauffement climatique et ses conséquences ; des mesures ont été prises, même si elles sont insuffisantes. En réalité, seul un changement radical de paradigme économique pourrait inverser la tendance et permettre, d'ici la fin du siècle, à 11 milliards de personnes

de vivre dans des conditions décentes. Ce dont aucun pays ne veut. Voilà pourquoi la COP 26 à Glasgow sera un nouvel échec, malgré les déclarations d'intention, les manifestations et les admonestations. **L'article François Gerlotto en page 2.**

Toujours avec Bernanos

Comme de Gaulle en politique, Bernanos s'est imposé en littérature par la rectitude de ses choix.

L'impressionnante biographie de Bernanos que vient de publier François Angelier souligne la rectitude d'une pensée et d'une vie qui échappent aux catégories habituelles et aux clichés.

L'auteur des *Grands cimetières sous la lune* est rigoureusement catholique et non moins rigoureusement monarchiste. C'est selon cette

foi qu'il dénonce la « croisade » franquiste soutenue par l'Eglise et c'est selon cet engagement qu'il rompt avec l'Action française et affronte durement Maurras. Après la Libération, il ne sera pas moins rigoureux à l'égard des chrétiens de gauche devenus compagnons de route des communistes... **L'article de Gérard Leclerc en page 11.**

Dans ce numéro :

Page 3 : **Misère politique.**

Page 5 : **Non, Bainville n'était pas antisémite.**

Page 7 : **Francophonie : de Djerba à Villers-Cotterêts.**

Page 12 : **« L'autre Europe » ou le souci de l'âme.**

Page 14 : **Résistance royaliste : Mme Barré de Saint-Venant.**

Page 16 : **Éditorial. Le « vivre-ensemble » vraiment ?**

COP 26 : échec programmé

C'est dans une ambiance d'échec annoncé que la COP 26 s'ouvre à Glasgow, même si Alok Sharma, son président, tente encore de nous (ou de se) convaincre qu'il reste un espoir: « *Tout le monde a compris que Glasgow marquera une étape critique pour établir l'ambition de cette décennie décisive* ».

L'échec est annoncé par le dernier rapport du Giec (1), qui signale que le seuil de 1,5 °C sera atteint en 2030, dix ans plus tôt qu'il ne l'estimait en 2018; puis celui de 2,7°C, voire 4°C, à la fin du siècle. Mais aussi par le rapport du PNUE pour lequel les nouvelles promesses des États « *réduisent les projections d'émissions pour 2030 de 7,5 %, alors que cette réduction devrait être près de huit fois plus importante pour être compatible avec +1,5 °C.* » Le PNUE signale d'ailleurs qu'il faudrait réduire de moitié les émissions mondiales de GES dans les huit ans qui viennent pour y arriver (2). C'est impossible, et tout le monde le sait.

Cet échec probable n'est pas surprenant. Nous disions déjà en 2015, lors de la COP 21, qu'il ne pourrait en être autrement si plusieurs conditions n'étaient pas remplies, et en particulier la nécessité de s'attaquer à la racine, au modèle économique ultra-libéral, cause première des émissions de GES. Or cela fait toujours partie des « domaines intouchables » pour les gouvernements. Le grand défaut des COP est leur incapacité intrinsèque à sanctionner le non-respect des engagements pris: les grands « coupables » (la Chine, l'Inde, la Russie...), ont tous répondu à la convocation, puisque ces grands-messes environnementales sont devenues des lieux de communication et de discussion sans contrainte et qu'ils n'auront pas à justifier l'insuffisance de leurs engagements. Alors, si même les COP ne servent à rien: que faire?

Avant tout, ne pas désespérer. La bonne nouvelle, c'est que le réchauffement climatique est devenu la préoccupation de tous, comme le montre le « phénomène Greta Thunberg ». Et tout ce qui peut être entrepris sans toucher au système économique mondial l'a été. Le souci de réduire les émissions de GES dans l'at-



Le président Biden lors de l'ouverture de la COP 26. Les États-Unis font partie des mauvais élèves de la planète.

mosphère est réel. On gaspille de moins en moins l'énergie. Plus parlant encore: depuis peu le nucléaire sort du purgatoire où l'avaient plongé les opinions et les gouvernements, et redevient « propre », même si ce n'est pas sans arrière-pensées (réduire les GES sans toucher à la société de consommation). Le développement d'une « filière hydrogène » n'aurait pas été imaginable il y a seulement 20 ans. Le développement des « énergies renouvelables » et de la voiture électrique, aussi discutable qu'il soit, est lui aussi un indicateur de la volonté des États de « *tout changer pour que rien ne change* » (3).

Il y a donc du mieux, c'est indéniable. Pas assez, trop

lent, trop tard, mais réel, et il faut encourager toute action, même ponctuelle, même biaisée, qui va « dans le bon sens ». Oui, nous dépasserons les 2°C; mais nous pouvons encore éviter de dépasser les 3 ou 4°C, ce qui serait réellement fatal.

Pour cela la même étape reste à franchir, certainement la plus difficile: renverser les piliers de la doxa économique actuelle (système ultra-libéral, société de consommation, etc.) et remettre en route l'économie circulaire, l'écologie industrielle, la transition énergétique. Or ceci exige d'admettre que ces dernières « *sont bien incompatibles avec la croissance productiviste mesurée actuellement, laquelle est par*

définition exponentielle » (4), et liée aux émissions de GES, comme l'expérience grandeur nature de la pandémie l'a démontré. Malheureusement on n'en prend pas le chemin, comme le montre en France le discours officiel qui se veut écologiste mais demande « en même temps » une croissance la plus élevée possible!

Nous avons perdu le pari des 2°C. Mais il ne faut pas pour autant croire les collapsologues qui prédisent un enfer climatique. Oui, le futur « torride » que les gouvernements ont été incapables de nous éviter se fait déjà sentir et certains environnements sont devenus inhabitables. Mais une grande partie du monde (et tout particulièrement l'Eu-

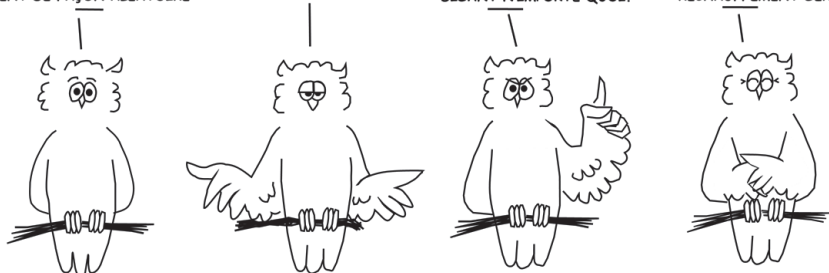
Sur le mur de Jean Chouan

LA PHYSIQUE DU RÉCHAUFFEMENT EST BIEN CONNUE : PLUS UN CORPS CHAUFFE ET PLUS SES MOLÉCULES S'AGITENT DE FAÇON ALÉATOIRE

EH BEN EN ÉCOLOGIE POLITIQUE C'EST À PEU PRÈS LA MÊME CHOSE :

PLUS LA TEMPÉRATURE DE LA PLANÈTE MONTE, PLUS LES POLITICIENS S'AGITENT EN DISANT N'IMPORTE QUOI.

LA COP 26 AVEC 2,7° ÇA PROMET DÉJÀ, MAIS VOUS ALLEZ VOIR LA COP 31, QUAND LE RÉCHAUFFEMENT SERA DE 4° !



rope) restera vivable. Ce qui ne veut pas dire que nos sociétés ne seront pas profondément transformées. Nous n'avons pas été capables de maintenir notre écosystème dans un état « préindustriel », par peur de nous engager dans la révolution que cela exigeait. Il nous faut maintenant en assumer les conséquences et nous adapter aux bouleversements climatiques, écologiques et sociaux, aux brassages de populations et de cultures qui sont conséquences de notre inertie et qu'aucune loi ni aucun mur ne pourront empêcher. L'adaptation devient le maître-mot. Un pays comme le nôtre devra tout faire pour que ces changements inéluctables se fassent en paix. Il doit être capable en particulier d'absorber des cultures et sociétés étrangères qui viendront vivre chez lui, tout en gardant vivants et faisant accepter et partager ses principes fondateurs. Si nous en sommes encore une fois incapables, alors oui, la vie deviendra réellement impossible. ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). COP: Conférence des Parties; GIEC: Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat; PNUE: Programme des Nations-Unies pour l'Environnement; GES: Gaz à Effet de Serre

(2). Inger Anderson, secrétaire générale du PNUE

(3). Comme disait Tancrede, personnage du *Guépard* de Lampedusa.

(4). *Royaliste* n° 1090, du 15 décembre 2015.

HUMEUR

Laisse-moi sauver Argos !

Quelques pensées furibardes, désordonnées et un peu désabusées sur nos candidats potentiels à l'élection présidentielle à venir.

Faites-vous partie de ceux qui en ont marre qu'on leur rappelle matin et soir que le non-candidat Eric Zemmour fait bouger les lignes, tandis que d'autres vous rappellent soir et matin que ledit non-candidat nous renvoie aux heures les plus sombres de notre histoire ? Sans oublier l'insupportable suspense. Comment va-t-il annoncer sa candidature ? Et s'il ne le faisait pas ? J'en ai déjà les mains moites.

Suggérons à nos observateurs politiques estampillés de poser à chaque candidat, cette question, simple mais essentielle : une fois que vous serez président, êtes-vous prêt à déclencher le feu nucléaire contre tout ennemi potentiel qui nous menacerait de destruction ? Car c'est bien cela la dissuasion : la conviction qu'aurait notre ennemi que notre réplique en cas d'attaque serait immédiate et inexorable, rendant par là même insupportable toute attaque contre nous. Faut-il rappeler que lorsque le nouvel élu entrera à l'Élysée (s'il y a un nouvel élu), le Président sortant aura un entretien avec lui



WIKIPEDIA. PHOTO: AEROCANAUTE.

Qui pour sauver Argos ?

juste avant la cérémonie d'investiture durant lequel il lui transmettra les codes du feu nucléaire. Pourquoi le Président est-il « l'élu de la nation tout entière » et pas seulement l'élu d'une majorité parlementaire ? Entre autres à cause du feu nucléaire. Alors Eric, Marine, Xavier, Valérie et les autres, on en parle ?

Pendant ce temps les candidats à la candidature LR sont traversés par de vastes débats essentiels sur le nombre de fonctionnaires à supprimer, les postes bien sûr pas les individus. J'ai vingt-mille à ma gauche. Merci madame. Qui

dit mieux ? Vingt-cinq mille à ma droite, merci monsieur ? Vingt-cinq mille, on ne va pas plus loin ? Je vous rappelle qu'il s'agit d'une présidentielle. Que dites-vous ? Cinquante mille monsieur. Va pour cinquante. Cinquante mille une fois... Et vous chers candidats, êtes-vous un tiers Merkel, deux tiers Thatcher ? Ou bien moitié-moitié ? Ou, allez soyons fous, deux tiers Merkel, un tiers Thatcher ? Audacieux non ? Avec peut-être un zeste de gaullisme ? Quelle est la bonne formule pour un choc de constitutionnalité ?

Il y a longtemps, j'étais encore lycéen, j'avais découvert *Électre* de Giraudoux. Rappelez-vous cette scène où Égisthe se promène sur les hauteurs dominant la ville d'Argos. Devant le spectacle de ces petites lueurs, il comprend que chacune représente des vies humaines dont il est responsable. Il en mesure le poids. Et celui qui n'était qu'un régicide devient alors un roi. Et à l'heure du châtimement, il supplie Électre de lui laisser encore un peu de temps pour sauver Argos en proie à la guerre. Et vous, beaux messieurs et belles dames, de gauche comme de droite, saurez-vous sauver Argos ? ■

MARC SÉVRIEN.

L'écho du net

■ **Le « gaulliste » Zemmour.** Personne ne saurait contester la passion et les connaissances factuelles d'Eric Zemmour pour l'Histoire et notamment pour l'histoire de notre pays. Ce qui, en revanche, est nettement plus contestable, c'est l'usage qu'il en fait en manipulant et déformant plus ou moins subtilement les faits et événements pour mieux habiller d'une fausse vérité historique sa vision personnelle, réductrice et obsessionnelle, de la France actuelle.

Dans une tribune publiée sur son blog *Vu du droit* (1), Régis de Castelnau souligne combien ses « positions tranchées sur quelques épisodes historiques concernant le XX^e siècle en France permettent de le voir s'inscrire dans un courant politique assez ancien et traditionnel d'une partie de la

bourgeoisie française » qui « s'enracine dans la droite maurrassienne d'avant-guerre ».

Prenant comme exemple la lecture qu'il fait de l'occupation de la France entre 1940 et 1945, où il fait sien la fable pétainiste du glaive et du bouclier en évoquant « un Pétain ayant protégé les juifs français, affirmation d'autant plus intolérable qu'elle porte au crédit du vieillard antisémite de Vichy, le fait historique d'un taux de survie inédit en Europe. Jacques Semelin a pourtant tordu le cou à cette prétention et expliqué cette survie dans son remarquable ouvrage *La survie des juifs en France 1940-1944*. Non seulement Pétain n'y est pour rien, mais il a au contraire tout fait pour y porter atteinte. Les exemples de cette politique sont multiples à commencer par le statut des juifs de septembre 1940, qu'il promulgua sans demande allemande préalable, en

l'ayant au passage durci de sa main. Zemmour aggrave son cas avec la présentation qu'il fait de la Résistance ».

Concernant celle-ci, Castelnau démonte la thèse de Zemmour selon laquelle « la Résistance était une guerre civile déclenchée par les communistes qui tuaient des gens dans la rue : c'est également et comme souvent un pur et simple mensonge ». Alors que le « polémiste-pas-encore-candidat » soutient que de Gaulle condamnait ces actes, Régis de Castelnau lui rappelle fort justement les paroles de ce dernier le 23 octobre 1941 : « Il est absolument normal et absolument justifié que les Allemands soient tués par les Français... Si les Allemands ne voulaient pas recevoir la mort de nos mains, ils n'avaient qu'à rester chez eux et ne pas nous faire la guerre ».

C'est pourquoi il est salutaire, quand Zemmour se revendique

« gaulliste » comme cela a été le cas à de multiples reprises tout en défendant comme il le fait « ceux qui se sont couchés devant l'ennemi » (Ch. de Gaulle), de rappeler qu'il choisit ainsi clairement « un courant politique particulier bien antérieur à la Deuxième Guerre mondiale et qui ne s'est jamais remis de la défaite du pétainisme. Courant que l'on retrouvera à l'extrême droite, minoritaire dans toutes les années d'après-guerre, systématiquement et profondément antigauilliste ». Et il ne fait alors aucun doute que s'il choisissait le jour anniversaire de sa mort pour se prévaloir du général de Gaulle » et annoncer ainsi officiellement sa candidature, ce serait indiscutablement « une imposture ».

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) <https://www.vududroit.com/2021/10/eric-zemmour-ne-peut-pas-reclamer-de-charles-de-gaulle/>

Nucléaire : le retour d'Arabelle ?

Nous nous réjouissons de l'intérêt que suscite à nouveau le nucléaire (1). L'éventuel retour de la turbine Arabelle sous pavillon français devra impérativement en constituer la première étape concrète.

Conçue en 1977 par Alstom et fruit de l'ingénierie française, la turbine Arabelle est, dans sa dernière version construite à Belfort, la plus puissante du monde. Elle sera livrée à la future centrale nucléaire d'Hinkley Point C, en Angleterre. Les précédentes versions équipent la totalité du parc nucléaire français et environ 30 % des centrales nucléaires dans le monde. C'est cette même technologie qui équipe notre porte-avions Charles de Gaulle. Elle est donc un élément clé de notre indépendance énergétique et de notre défense. Sa vente en 2014 à General Electric (GE) avec la branche Énergie d'Alstom, avait à l'époque suscité de très vives critiques.

Cela fait plusieurs mois que GE a annoncé vouloir vendre 80 % des parts de la co-entreprise GE Steam Power (GEAST), propriétaire d'Arabelle, où Alstom détient les 20 % restant et l'État français une *golden share* (action préférentielle) qui lui donne un droit de veto sur l'identité du repreneur. Le 23 septembre, EDF et GE ont confirmé avoir entamé des « discussions exploratoires » pour un rachat par EDF des 80 % détenus par GE. Mais le dossier est complexe : EDF, « plombé » par un très lourd endettement (40 milliards d'euros), renâcle à



Belfort. Le site de General Electric produit les turbines nucléaires Arabelle.

franchir le pas sans de solides garanties de l'État et surtout des commandes fermes pour des réacteurs de la nouvelle génération. De plus, GEAST travaillant aussi avec les concurrents de l'électricien français comme le russe Rosatom ou l'indien BHEL, ces derniers pourraient être tentés de trouver un autre fournisseur qui ne soit pas leur concurrent.

Par ailleurs, se pose la question du périmètre économique de l'entité rachetée : GE pourrait être tenté de ne céder que l'activité industrielle, afin de garder les contrats d'entretien sur des dizaines d'années si-

gnés avec les clients équipés d'Arabelle et d'alternateurs maison. Quant au périmètre géographique, il est aussi crucial : si EDF ne rachetait que l'activité France, il ne pourrait pas remettre la main sur les précieux brevets, placés à l'étranger. Ancien directeur monde de la division chaudières d'Alstom et connaissant parfaitement le dossier, Frédéric Pierucci, celui-là même qui fut mis en cause aux États-Unis dans le cadre des actions de la justice américaine contre le groupe français (1), porte un projet de reprise - mené de front avec le fonds d'investis-

sement Senevé Capital - qui assurerait un ancrage français à ces activités hautement stratégiques tout en permettant, EDF n'étant plus en première ligne, de conserver les principaux clients et notamment Rosatom et ses nombreux marchés récemment remportés. Sera-t-il entendu par le gouvernement et par Emmanuel Macron ? Il y a de solides raisons d'en douter.

Du côté des syndicats, échaudés depuis 2014 par les promesses non tenues de GE en termes d'emplois (3 000 suppressions de postes sans les 1 000 créations promises), les déclarations sont prudentes et surtout exigeantes : « L'ensemble de la filière doit être consolidé par des investissements qui permettraient de pérenniser des compétences que la France pourrait ensuite exporter » (Laurent Santoire - CGT).

Il se trouve qu'un candidat déclaré à la prochaine élection présidentielle, Arnaud Montebourg, connaît lui aussi très bien ce dossier. Nous ne doutons pas qu'il saura le mettre, avec d'autres, au cœur de son projet et de sa campagne. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

(1) Cf. F. Gerlotto, « Le retour du nucléaire », *Royaliste* n° 1219 du 25 oct. 2021, (2) Frédéric Pierucci & Mathieu Aron, *Le Piège américain*, Éd. Lattès 2019.

La quinzaine sociale

■ **Drame social dans la ville la plus pauvre de France (épisode 1).** — L'entreprise Bergams, dont on peut lire sur son site internet qu'elle a « l'ambition de servir tout le meilleur du snacking en répondant aux grands enjeux de l'alimentation, de l'environnement et de l'engagement sociétal » pourrait bien fermer définitivement ses portes. Cela constituerait « un drame social et une blessure territoriale » selon Philippe Rio, le maire de Grigny (dans l'Essonne où elle est implantée). Avec ses quelque 300 salariés, elle est en effet le premier employeur de cette ville considérée comme la plus pauvre de France. En cause, un mouvement de grève qui paralyse la production depuis près

de deux mois. Tout ce que la région compte d'âmes sensibles condamne ces grévistes et leurs syndicats qui, pour défendre leurs acquis, n'hésitent pas à menacer la survie même de l'entreprise — championne de la responsabilité sociale et environnementale — et l'emploi de plusieurs centaines de personnes...

■ **Drame social dans la ville la plus pauvre de France (épisode 2).** — ...Mais, en rembobinant le film, on découvre qu'à l'origine de ce mouvement social, se trouve un accord de performance collective (APC) signé en début d'année qui a pour conséquence des baisses de salaire et une augmentation du temps de travail. Depuis la mise en place de cet accord, une salariée, dont la tâche est d'envoyer 42 pains par seconde dans une

machine à sandwiches, perd 300 euros par mois et travaille deux heures et demie de plus. Philippe Rio en appelle au gouvernement... qui fait la sourde oreille. Les APC ont été créés par les ordonnances Pénicaud de septembre 2017, tout de suite après l'entrée de Macron à l'Élysée. Sur son site, Bergams, qui décidément manie à la perfection l'art de la communication, se présente comme « une entreprise humanisante et pionnière » qui entend « impacter le monde positivement ».

■ **La privatisation de la SNCF sur les rails.** — La région Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de confier l'exploitation de la ligne Marseille-Toulon-Nice au groupe privé Transdev issu d'une fusion de Veolia Transport : elle sera effective en juillet 2025. Cette dé-

cision constitue une première en France et pourrait être suivie de nombreuses autres. Les régions des Hauts-de-France, du Grand Est, des Pays-de-la-Loire et d'Île-de-France — toutes dirigées par la droite — viennent de lancer des appels d'offres pour des lignes de trains express régionaux (TER). Les syndicats de la SNCF sont vent debout contre ce démantèlement du service public qui aura, selon eux, de lourdes conséquences sociales. Pour le moment, les organisations d'usagers ne bronchent pas : la privatisation du rail pour le transport de passagers — décidée par l'Union européenne — devrait pourtant se traduire par des augmentations de tarifs ; c'est, en effet, ce qui s'est produit à la suite de la privatisation des autoroutes qui a, en outre, privé les finances publiques d'une manne... ■

Non, Bainville n'était pas antisémite !

Dans une intéressante enquête sur Éric Zemmour publiée par la Fondation Jean-Jaurès (1), Milo Lévy-Bruhl et Frédéric Potier indiquent que le polémiste fait référence à Jacques Bainville « dont l'antisémitisme est souvent gommé dans les résumés historiques ». Dominique Decherf, biographe de Jacques Bainville, commente ce regrettable passage.

Le nom de Jacques Bainville reste inéluctablement associé, pour son malheur, à l'agression commise sur le passage de son cercueil le 9 février 1936 contre le député socialiste qui deviendra quelques mois plus tard président du conseil : Léon Blum. Frappé à la tête alors que son véhicule traversait la foule qui attendait le cortège funèbre à hauteur de la Chambre des députés et du ministère de la Guerre, boulevard Saint-Germain, Blum s'en sortit avec quelques points de suture. Cet attentat restera le marqueur de la violence antisémite des « Camelots du Roi », milice de la ligue d'Action française, en l'occurrence de dissidents de celle-ci qui rejoignirent la fascisante « Cagoule ».

Nul plus que Jacques Bainville, si proche fût-il de Charles Maurras et de Léon Daudet, était éloigné de telles violences. Esprit conservateur, il était éloigné de toute espèce de révolution et de guerre civile dans lesquelles il ne voyait que fragilité face à la menace extérieure. Cette ligne de pensée datait chez lui de l'affaire Dreyfus, vécue en 1898 et 1899 depuis Munich puis Berlin (il avait à peine vingt ans). Il fut très tôt convaincu de l'innocence du capitaine Dreyfus, mais opposé au climat partisan créé par le parti dreyfusard mené par Émile Zola.

On le retrouve fidèle à lui-même, le 2 août 1914, où, sortant de la Bourse, il courut au café du Croissant quelques minutes après l'assassinat de Jean Jaurès. Qui s'en souvient ? À la Fondation Jean Jaurès, il y a bien quelqu'un qui a lu les « notes liminaires de l'auteur » en exergue de son *Journal inédit* de 1914/1915 (2). Bainville reprend les termes de Talleyrand condamnant l'exécution du duc d'Enghien sur ordre de Napoléon en 1804 : « Plus qu'un crime c'était une faute » : « Tuer Jaurès au moment où la politique de Jaurès s'effondrait, au moment où sa conception internationaliste et pacifiste du socialisme s'abîmait dans le néant, ... au moment aussi où il importait au salut public que la France conservât tout son calme, oubliât ses divisions – tuer Jaurès, c'était plus qu'un crime, c'était une faute. »

La figure de Blum en 1936 se substitue à celle de Jaurès. Bainville, qui aimait pratiquer l'exercice mental de l'uchronie, s'était souvent demandé ce qui se serait passé si Jaurès avait vécu. Par exemple, y aurait-il eu un Congrès de Tours en 1920 ? Inversement, on tremble à l'idée que Blum n'eût pas survécu à son agression...



Jacques Bainville. On n'ose imaginer ce qu'il aurait pensé des écrits d'Éric Zemmour !

L'image d'un Jacques Bainville mêlé à la guerre civile est littéralement insoutenable. Tout autant que l'est CELLE d'un Jacques Bainville antisémite ou raciste. J'ai montré ailleurs (3) qu'il fut vacciné du premier virus à Berlin où il discerna très tôt les linéaments de la relation entre socialisme et antisémitisme (Eugen Dühring contré par Friedrich Engels).

« Le peuple français est un composé. C'est mieux qu'une race. C'est une nation. »

Jacques Bainville.

Du second poison, c'est Maurras qui lui montra l'inanité des prétentions racistes de la nouvelle science biologique (Vacher de Lapouge). Dans ses *Conséquences politiques de la paix*, Bainville décèle les prodromes de la « guerre des races » qui opposera la version nazie du germanisme à la déclinaison bolchevique du slavisme : « Du jour où l'idée de race a été jetée dans la circulation européenne datent les plus atroces convulsions de notre humanité. Il n'y a pas de raison pour qu'elle produise de meilleurs effets à l'avenir. » Il en veut ici à Ernest Renan dans ses lettres au théologien allemand David Strauss pendant la guerre de 1870, dont on date parfois la naissance d'un nouveau nationalisme français.

Mettez culture ou civilisation à la place de race, comme dans l'autre livre de chevet d'Éric Zemmour, *Le Choc des civilisations* de l'américain Samuel Huntington (1993), il n'y a rien à changer.

Collaborateur des nazis, Lucien Rebatet, dans *Les Décombres* (1942), se scandalisera que Bainville avait pu écrire une *Histoire de la Troisième République* (1935) sans un seul mot (souligné) de « la question juive ». Voilà qui situe le personnage. Ami de George Mandel, avec lequel il partageait la passion du théâtre, Bainville ne voyait dans la querelle de l'antisémitisme comme dans celle de l'Église (de la Séparation de 1905 à la condamnation romaine de l'Action française en 1926) que des dérivatifs, des « distractions » de l'enjeu principal : le danger extérieur.

Éric Zemmour cite souvent le début de l'*Histoire de France* de Bainville : « La fusion des races a commencé dès les âges préhistoriques. Le peuple français est un composé. C'est mieux qu'une race. C'est une nation. » Mais c'est pour mieux tomber dans la question religieuse, culturelle et civilisationnelle. C'est de la politique, pas de l'Histoire.

La politique : Éric Zemmour a dit de Bainville, infatigable chroniqueur de multiples quotidiens, « inutile Cassandre », qu'il avait regretté de n'avoir pas eu le rôle politique qui lui aurait permis d'imposer ses vues. Bainville, près de sa mort, avait en effet confié : « J'étais fait pour m'asseoir au fauteuil de Vergennes ». Il n'a jamais dit l'Elysée. Il avait décliné d'être candidat à la Chambre en 1919, au Sénat en 1928. En 1929, il s'était avoué à lui-même qu'il n'avait « jamais visé haut que dans l'art d'écrire », ce qui le conduisit à l'Académie française en 1935 au fauteuil du président Raymond Poincaré !

Ce fauteuil, le trente-quatrième, est actuellement occupé par l'écrivain d'origine chinoise, François Cheng, élu en 2002. Âgé de quatre-vingt-douze ans, sa succession pourrait, à Dieu ne veuille, s'ouvrir à vue humaine. Éric Zemmour sous la Coupole ? ■

DOMINIQUE DECHERF

(1). Le dossier Zemmour, *Idéologie, image, électorat*, Fondation Jean Jaurès Editions. Téléchargeable.

(2). Jacques Bainville, *La Guerre démocratique. Journal 1914-1915*, Bartillat, 2000.

(3). Bainville, *l'intelligence de l'Histoire*, biographie, Bartillat, 2000.

Tunisie : faut-il avoir peur pour la démocratie ?

Bien que la Tunisie soit devenue le pays le plus démocratique du Maghreb et que les élections s'y déroulent de façon tout à fait libre depuis dix ans, elle n'échappe pas aux logiques de crise qui secouent aujourd'hui l'ensemble du monde arabe.

Pourquoi le président Kaïs Saïed a-t-il décidé de limoger son Premier ministre et de geler l'activité du Parlement ? Est-ce l'incapacité du gouvernement à trouver des solutions tangibles au chômage endémique, à la pauvreté, à l'inflation et à la médiocrité des services sociaux ? Faut-il y voir la volonté de donner un coup de frein aux ambitions des islamistes, soutenus par Erdogan, qui menacent la région ? Certains, en tout cas, n'ont pas hésité à qualifier ces décisions de coup d'État. En faisant valoir que le président, qui a pris en main tous les pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, a rétabli le même type de régime autoritaire que celui que « *la révolution du jasmin* » avait évincé dix ans plus tôt.

Les difficultés à établir un État démocratique ne datent pourtant pas d'hier. D'abord, les attaques terroristes qui décimèrent l'industrie du tourisme ont durablement affaibli l'image du pays. Ensuite, la lutte politique qui a opposé les



Le président tunisien Kaïs Saïed. Son pari de retour à l'ordre est risqué.

WIKIMEDIA COMMONS - PHOTO: MICHAEL LUCAN

islamistes et les groupes laïcs entre 2011 et 2013 a laissé des traces durables. Le règlement de ce conflit a nécessité des compromis difficiles. Il a conduit le pays à adopter en 2014 une Constitution qui donne certes de larges pouvoirs au Parlement, mais qui confère également des responsabilités éminentes à la présidence, notamment en cas de crise. Depuis, le blocage de réformes essentielles, comme la création d'une Cour constitutionnelle, a jeté le doute sur la capacité du régime parlementaire à gouverner. Enfin, la tragédie de la covid 19 a provoqué l'effondrement du système de santé en Tunisie et elle a plus qu'attisé la fureur des mécontents.

La vie chère, la montée de la violence sociale, les luttes qui font rage au sein du pouvoir, la persistance des tensions partisans, idéologiques et religieuses et le retour des médias de l'ancien régime étaient depuis longtemps le signe que le printemps arabe dans son premier berceau était en danger et qu'une réaction autoritaire se produirait un jour ou l'autre.

Rappelons qu'au cours de la crise politique violente qu'a connue la Tunisie en 2013, la transition démocratique était déjà au bord de l'effondrement, et que le pays ne s'en est sorti que grâce à l'intervention de quelques hommes de dialogue, comme l'ex-président Beji Caïd Essebsi ou le

leader des musulmans modérés Rached Ghannouchi.

Onze semaines après le coup de force du président, la Tunisie vient enfin de se doter d'un gouvernement. Dirigé par une femme, Najla Bouden Romdane, et composé de techniciens étroitement liés au chef de l'État, il a provoqué pour le moment peu de réactions. Pourquoi, lors de cette dernière crise, les Tunisiens n'ont-ils pu réussir à sauver une jeune démocratie qui suscitait l'espoir dans tout le Maghreb ? La question n'est plus à l'ordre du jour... pour quelque temps. ■

WAFIA ZEMRANI.

Les Faits majeurs

■ **Japon.** – Le nouveau Premier ministre Fumio Kishida a mené le Parti libéral démocrate (PLD) à la victoire aux législatives qui se sont tenues le 31 octobre. Emportant 293 sièges sur 463 à la Chambre basse, le PLD et son allié, le parti bouddhiste Komei, s'assurent une confortable majorité. Ont été cependant observées une importante abstention (plus de 44 %) et la percée du parti populiste Nippon Ishin no Kai, qui est devenu la troisième force politique du pays avec ses 41 élus.

■ **Royaume-Uni.** – Les discussions sur les licences de pêche post-Brexit entre le ministre chargé des Relations avec l'UE, David Frost, et son homologue français, le secrétaire d'État aux Affaires européennes Clément Beaune, sont toujours en cours. Londres est déjà parvenu à dissuader Paris d'interdire le débarquement des cargaisons des pêcheurs britanniques dans les ports français. Reste encore à régler la question des 200 navires français en attente de licences définitives, un point de désaccord majeur.

■ **Soudan.** – Le 4 novembre 2021, une dizaine de jours après le coup d'État militaire qui a renversé le pouvoir civil à Khartoum, le général Abdel Fattah al-Burhane, chef des armées, a annoncé la formation « imminente » d'un gouvernement. Il a, dans la foulée, ordonné la libération de quatre ministres déchus, sans toutefois en préciser de date. Ces annonces sont le fruit des efforts diplomatiques menés auprès des putschistes par l'ONU et le secrétaire d'État américain Antony Blinken. C.M

Voix étrangères

■ **Beloved.** Le prix Goncourt 2021, décerné le 3 novembre, consacre l'ouvrage d'un écrivain sénégalais, Mohamed Mbougar Sarr, qui revient sur une controverse littéraire (pour plagiat) au sujet d'un autre prix, le Renaudot de 1968 du Malien Yombo Ouologuem, *Le devoir de violence*.

Coincidence : aux États-Unis, les derniers jours de la campagne pour les élections du 2 novembre dans l'État de Virginie tournaient autour d'un ouvrage primé par l'équivalent américain du Goncourt, le prix Pulitzer, en 1988 : *Beloved* de Toni Morrison (décédée en 2019), première Noire à recevoir le prix Nobel de littérature en 1993. (Le prix Nobel de littérature 2021 a été attribué à un autre Noir, le troisième dans l'Histoire, l'anglo-zanzibari Abdulrazak Gurnah, mais les Américains

ne pourront le lire qu'en 2022, car il était inconnu des maisons d'édition outre-Atlantique).

Beloved est redevenu un best-seller depuis que le candidat républicain au poste de gouverneur de Virginie eût promis de le bannir des écoles de son État. Alors que le président Biden il y a juste un an l'avait emporté de dix points, Glenn Youngkin a gagné sur un sujet que personne n'avait anticipé : la question scolaire. Les écoles publiques de Virginie ayant été fermées pendant dix-huit mois pour cause de pandémie, les parents s'étaient intéressés de plus près à ce qu'étudiaient leurs enfants. Le candidat démocrate, précédent gouverneur (2014-2018), s'était toujours opposé à ce que les parents interviennent dans le *curriculum* scolaire. Il avait bloqué un projet de loi qui visait à permettre aux parents de s'abstenir de voir leurs enfants confrontés à l'école à des « *textes présentant un carac-*

tère sexuel implicite ». En réalité, dans *Beloved*, l'héroïne, esclave en fuite, était hantée par le fait d'avoir étranglé son bébé de deux ans pour lui épargner l'esclavage. Derrière le sexe, la race. La Virginie est coutumière des problèmes scolaires de ce genre pour avoir été soumise pendant plus de 70 ans à une stricte ségrégation orchestrée jusqu'en 1965 par la machine du parti démocrate.

Le problème scolaire, au-delà même de la question raciale, est ce qui a permis au candidat républicain de gagner au « centre », c'est-à-dire de dépasser le noyau « trumpiste » dont il a pu se distancer et ramener à lui le vote flottant des banlieues, la Virginie commençant à la proche banlieue de Washington. Si ce modèle était généralisé, Biden perdrait largement les élections de mi-mandat dans un an et Trump pourrait revenir à la Maison Blanche en 2024.

Y. L. M.

Maintenant qu'il n'y a pas eu de véritable sommet France-Afrique (le 8 octobre 2021 à Montpellier), la tenue d'un sommet de la francophonie (les 19 et 20 novembre 2022 à Djerba) pose question.

De Djerba à Villers-Cotterêts

PAR YVES LA MARCK.

Le XVIII^e sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) se tiendra à Djerba (Tunisie) les 19 et 20 novembre 2022. Ainsi en a décidé le 28 octobre la conférence ministérielle de l'OIF. Le sommet était initialement prévu en 2020. Retardé par la pandémie, il avait été reporté les 20 et 21 novembre 2021. Cette fois, ce sont les incertitudes sur la situation intérieure du pays d'accueil, la Tunisie, qui ont eu raison du projet.

Mais d'autres questions se posent, surtout depuis l'impossibilité constatée de tenir un sommet Afrique-France en présence des chefs d'État et de gouvernement. On a vu, à Montpellier les 8 et 9 octobre, se rassembler et dialoguer des représentants des sociétés civiles, de la jeunesse, des diasporas, des entreprises, mais pas des États souverains. N'en irait-il pas mieux ainsi, se demandent certains, s'agissant d'une organisation qui a toujours répugné à s'afficher comme pleinement politique ? La langue, la culture, le livre et l'édition, l'université, les médias, le cinéma, les industries du numérique, le droit des affaires, tout cela ne marche-t-il pas tout seul et sans frontières ? Le grand projet du quinquennat Macron, son Beaubourg, son musée d'Orsay, sa Grande Bibliothèque ou son musée du Quai Branly, n'est-il pas la restauration du château de Villers-Cotterêts voué à abriter en 2022 la Cité Internationale de la Francophonie (1) ?

Villers-Cotterêts. Or la fameuse ordonnance de 1539 ne visait à rien d'autre qu'à faire du français la langue des documents administratifs du Royaume (à la place du latin), la langue officielle. Pas la langue de culture, des échanges ou de la vie quotidienne, mais la langue de l'État, la langue de la souveraineté. Donc on ne peut faire fi des États souverains dans une institution internationale telle que la francophonie. L'OIF rassemble certes les pays qui ont « *le français en partage* ». La formule est excellente. Elle doit être suivie au pied de la lettre.

La francophonie n'est pas une extension de la France ni même de l'Europe. Elle n'est pas un succédané de la Communauté, de la FrancAfrique, ni de l'Afrique. Elle en est le strict opposé : la prise de conscience par les décolonisés et tous les autres des conséquences même de la décolonisation puis, après 1989, de la fin de l'URSS et de la guerre froide, à savoir l'émergence d'un nouvel ordre mondial, la fin du Nord-Sud et de l'Est-Ouest.



Louise Mushikiwabo. Rwandaise, elle occupe depuis 2018 le poste de secrétaire générale de l'OIF.

Si on a de la peine à le concevoir en ne regardant que l'expérience de la francophonie, c'est sans doute plus facile en considérant le Commonwealth. Senghor en avait eu l'intuition en 1973, en écoutant le Premier ministre britannique Edward Heath expliquer au sommet d'Ot-

La francophonie aurait tort de vouloir se substituer à ce qui manquerait à la relation franco-africaine.

tawa le choix de Londres d'adhérer aux communautés européennes. Son ami Pompidou avait déjà relevé la transformation du Commonwealth qui, bien que créé en 1931, avait tenu son premier sommet nouvelle version en 1971, ce qui lui avait donné l'idée de tenir en 1973 un premier sommet avec les chefs d'État d'Afrique. Les deux démarches sont étroitement liées. Et c'est encore Senghor, toujours président du Sénégal, qui, au sommet France-Afrique de 1979 à Kigali (Rwanda), avait présenté un rapport décisif sur « *Commonwealth et francophonie* ».

Francophonie-Commonwealth : même combat ? L'ironie de l'histoire veut que le Commonwealth devait tenir son XXVI^e sommet en juin 2020 au Rwanda (l'un des deux seuls pays membres avec le Mozambique à n'avoir jamais fait partie de l'Empire britannique). Reporté à juin

2021, il est actuellement renvoyé *sine die*. Le Brexit aurait en principe dû inverser le mouvement entamé en 1973. Le Premier ministre Boris Johnson a fait mine de refaire du Commonwealth le centre d'une nouvelle anglosphère. À première vue, c'est une autre évolution qui se manifeste : plusieurs pays qui ont encore la Reine comme chef d'État (16 dont 9 sont des îles des Caraïbes) devraient l'abandonner – la Barbade dès le 30 novembre 2021. Sa disparition devrait accentuer cette tendance, chaque processus de succession étant distinct. En même temps, en 2018, le prince Charles a été intronisé comme successeur de la Reine en tant que « chef (*head*) du Commonwealth », ce qui juridiquement n'avait rien d'automatique. Il s'y est dévoué depuis longtemps et s'est fait l'écho des membres les plus vulnérables face au changement climatique à Glasgow.

La francophonie de ce point de vue aurait tort de vouloir se substituer à ce qui manquerait à la relation franco-africaine. Ce serait sans doute un exutoire facile aux critiques des néo-ceci ou cela, mais ce serait une illusion. Sous prétexte qu'une majorité de locuteurs du français se situent demain en Afrique pour cause d'explosion démographique, et qu'il en sera de même pour les anglophones et les arabophones, les uns et les autres ne pourront survivre qu'en n'étant plus indifférents les uns aux autres, voire opposés (suivre de près l'avenir bilingue du Cameroun comme du Rwanda et de l'Afrique en général), mais parties prenantes d'un ensemble de relations internationales vraiment universelles.

Solidarité et souveraineté sont la raison pour laquelle le cas québécois était, est et reste exemplaire. Toutes proportions gardées, le Québec libre aurait pu être historiquement ce qu'a représenté l'indépendance de la Belgique en 1831. Les échecs des référendums de 1980 et surtout 1995 ont eu pour conséquence malheureuse qu'au lieu que la France donne au Québec la souveraineté, ce sont des Québécois déçus et frustrés qui ont légué à certains politiques et intellectuels français le concept de souverainisme. Le succès de Mathieu Bock-Côté de ce côté de l'Atlantique est révélateur à cet égard. ■

(1). Voir le cahier spécial de *Vivre l'histoire ensemble*, n°7, mars/avril 2021, édité par le Carrefour des Acteurs sociaux dirigé par Joël Broquet, trente propositions sous la coordination de Catherine Distinguin, présidente d'ALF (Avenir de la Langue Française).



© PIQUELIS

Mondialisation ou démondialisation ? Le poids du commerce international dans la production est en baisse mais les flux financiers s'accroissent rapidement.

« La France devrait être l'artisan du dialogue entre l'Occident et l'Asie »

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Jacques Sapir, invité régulier des Mercredis de la NAR, vient de publier une nouvelle édition de l'ouvrage qu'il avait consacré en 2011 à la démondialisation. Sur la globalisation financière, les délocalisations et la désoccidentalisation, voici ses analyses, à tous égards rigoureuses.

Royaliste : Il y a dix ans, la mondialisation semblait un horizon indépassable et une réalité bienfaisante...

Jacques Sapir : Effectivement. Quand j'ai écrit en 2011 *La Démondialisation*, c'était le début d'un constat, la moitié d'un pari et le tiers d'un souhait. On voyait s'accumuler les effets négatifs de la mondialisation, mais aussi les réactions contre ces effets. Je ne cachais pas que cette démondialisation était souhaitable et nécessaire.

Encore faut-il s'entendre sur le mot...

Nous parlons de mondialisation, les anglophones de globalisation, les Russes utilisent les termes : *globalisatsya* et *ves'mir-naya*. Ces divergences de vocabulaire révèlent plusieurs problèmes. Le premier est celui du commerce international...

... dont l'étude réserve des surprises !

On observe le poids croissant dans ce commerce des pays qui ne sont pas les plus externalisés dans leurs échanges : le Japon est moins externalisé que la France, la Chine l'est moitié moins que le Japon, l'Allemagne a des excédents supérieurs à ceux de la Chine en pourcentage et en volume. C'est la France qui est le pays le plus externalisé du monde !

Cela dit, la mondialisation ne se définit pas par le développement du commerce international, qui est une constante historique très ancienne : on a retrouvé dans les tombes de princes celtes des pierres qui venaient d'Inde, on trouve dans le musée de la Cosaquerie à Starocherkassk des étoffes qui ont été tissées à Lyon au XV^e siècle avec une soie apportée de Chine par les Cosaques. Il y aura toujours du commerce international ; l'autarcie n'a jamais existé, sauf pendant les guerres – et encore !

Faut-il concevoir le commerce international comme le moteur de l'économie ?

Le thème selon lequel le commerce international tire la croissance est un pur artefact statistique. Les conditions de cet artefact sont multiples – notamment la chute de l'Union soviétique – mais dès que la situation se stabilise, le poids du commerce international dans le PIB mondial recommence à baisser. Dans la mondialisation, le phénomène nouveau, ce n'est pas l'extension du commerce international.

Alors, où est la nouveauté ?

C'est, dans une certaine mesure, la globalisation financière. Mais il y a déjà eu une première tentative de déréglementa-

tion des flux financiers entre 1870 et 1905-1910 et qui commence à régresser avant la Première Guerre mondiale. Une deuxième globalisation débute avec la fin des accords de Bretton-Wood en 1971-1973 et se développe avec des pathologies spécifiques...

Qu'en est-il des délocalisations ?

Je définis la délocalisation comme le transfert d'une unité de production du pays A vers le pays B, dans le but de fournir le marché du pays A. Délocaliser pour fournir le marché du pays B s'est toujours fait : les entreprises européennes ont toujours externalisé des capacités de production pour tourner les droits de douane et réduire les frais de transport pour alimenter un marché donné. Le changement, c'est d'installer une usine à l'étranger pour alimenter son marché national parce que la globalisation financière donne un pouvoir très important aux actionnaires qui trouvent profitable de jouer sur les différences de salaires et de droits sociaux entre les différents pays.

Il y a un troisième phénomène spécifique de la mondialisation...

Oui, c'est la constitution d'institutions supranationales et de règles qui vont s'im-

poser aux législations nationales. Cela commence à se mettre en place à la fin des années quatre-vingt. Auparavant, les tentatives en ce domaine se heurtaient à une résistance généralisée. L'idée fondamentale du droit international, chaque État est souverain, n'exclut pas les accords et les coopérations. Mais on ne voyait jamais se constituer des règles supérieures à la législation des États car le droit international est toujours un droit de concertation.

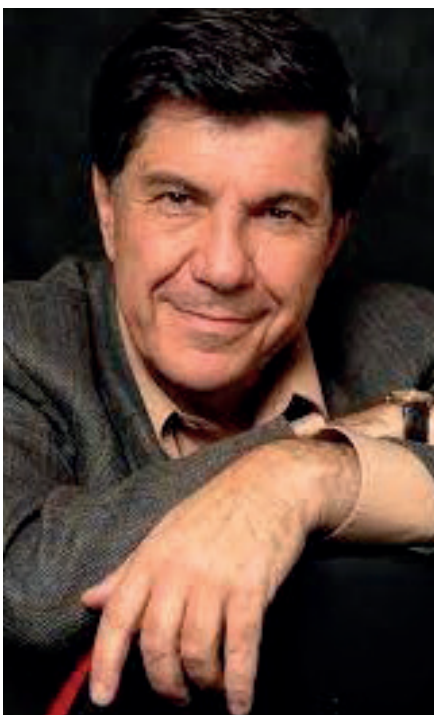
Or, nous avons vu se constituer en 1995 l'Organisation mondiale du commerce, à la suite des accords de Marrakech de l'année précédente qui ébauchent une constitution économique internationale fondée sur le principe du libre-échange. Mais nous savons que la Russie et la Chine se sont développées sans se soumettre à cette « constitution » et nous sommes en train de revenir à une situation où la conception classique du droit international s'impose à nouveau.

Somme toute, la crise de la covid a rendu évident ce que l'on savait déjà : les effets néfastes de la globalisation financière, les risques présentés par les chaînes de production installées dans divers pays et le fait qu'en période de crise les États défendent d'abord leurs intérêts nationaux.

Qu'en est-il de la désoccidentalisation du monde ?

On peut en faire une première analyse en regardant comment évolue le G7. Sur le plan économique, la part du G7 est en train de s'effondrer : le G7 qui représentait 50 % de l'économie mondiale à la fin du XX^e siècle est aujourd'hui à 31 % alors que les Brics qui représentaient 12,5 % de l'économie à cette même période sont aujourd'hui à 31,5 %. On voit aussi la montée financière de la Chine.

La question des alliances se pose également. Les États-Unis se sont beaucoup battus pour que l'Otan survive à la dissolution de l'Union soviétique, ce qui a été possible grâce à un changement des missions de l'Otan. Vous savez que l'Otan avait trois missions : *keep USA in, keep Soviets out, keep Germany down*. Or aujourd'hui, *keep Germany down* n'est plus validée : les États-Unis ne pensent qu'à réduire leur engagement dans l'Otan, voire à s'en retirer ; l'Union soviétique n'existe plus ; l'Allemagne est plus forte que jamais. Il y a donc une crise existentielle. Les États-Unis cherchent à transformer l'Otan en un outil du choc des civilisations : ils lui assignent des missions post-coloniales, comme ce fut le cas lors de la première guerre d'Irak et en Afghanistan, alors qu'on voit émerger l'Organisation de coopération et de sécurité (OCS), qui n'est jamais citée dans la presse française. Or, l'OCS est l'organisation de sécurité la plus importante dans la partie de l'Asie qui touche au Moyen-Orient et c'est cette organisation qui va contrôler l'Afghanistan. Notez que la Chine et l'Iran ont déjà fait des propositions conditionnelles au



L'économiste Jacques Sapir. Son livre, *La Démondialisation* (2011) a dessiné une autre vision de l'avenir.

gouvernement afghan et que des discussions sont ouvertes avec la Russie. L'OCS apportera de l'aide si les Talibans ne soutiennent pas le terrorisme international et respectent les règles du jeu international. Cette remontée des pays asiatiques n'est pas une nouveauté : au Moyen Âge, l'économie de l'Europe géographique représentait 20 à 25 % de l'économie mondiale. Aujourd'hui, l'économie des pays européens pèse à peu près le même poids.

N'oublions pas qu'un État souverain réagit beaucoup plus rapidement qu'une alliance à vingt-sept pays.

Comment va-t-on assumer ces nouveaux rapports de force ?

On parle beaucoup du « piège de Thucydide » à propos du risque de guerre. Il est vrai que les guerres sont rarement déclenchées par le pays dominant mais plutôt par la puissance dominée, et c'est encore plus vrai s'il s'agit de l'ancienne puissance dominante. Mais ce « piège » ne peut pas fonctionner en raison du fait nucléaire. Vladimir Poutine le rappelle de temps à autre : il n'y a pas d'avenir dans une guerre nucléaire, que ce soit entre les États-Unis et la Chine, entre les États-Unis et la Russie, entre la Chine et la Russie. Les grandes puissances sont condamnées à être dans un jeu de négociation. Cela n'exclut pas des affrontements dans les parties du monde qui ne sont pas encore intégrées dans les différentes zones d'influence – c'est le cas de l'Afrique où il y a compétition entre Chinois et Russes, c'est aussi le cas de l'Amérique latine, chasse

gardée traditionnelle des États-Unis où la Chine fait des percées significatives – au Brésil, en Argentine et au Chili. Ce dernier pays, l'un des plus vaccinés au monde, a utilisé aux deux tiers un vaccin chinois. La crise de la covid a d'ailleurs montré les nouvelles logiques d'influence : par exemple, l'Inde est le pays où la production de Spoutnik V est la plus développée car le gouvernement indien a acheté la licence russe. Notez que le coût de production des vaccins russes et chinois est dix fois moins élevé (entre 1,2 et 1,4 euros) que le vaccin Pfizer qui est à 10-15 euros.

Qu'en est-il de la politique extérieure de la France ?

Si on veut éviter les conflits, il faut rouvrir des canaux de discussion et de négociation. En théorie, la France pourrait être l'un de ces canaux de négociation. Nous avons une partie de nos intérêts nationaux en Europe mais nous sommes également présents dans l'Océan indien. Dès lors, la France ne pourrait-elle pas demander à l'OCS une place d'observateur, à l'exemple de la Biélorussie ? La France, par ailleurs membre de l'Alliance atlantique, mais une fois retirée du commandement intégré de l'Otan, pourrait être l'artisan du dialogue entre l'Occident et l'Asie et veiller à la stabilité de l'Océan indien. C'est en jouant ce rôle que la France pourrait retrouver une partie de l'influence qui était la sienne dans les années soixante et défendre ses intérêts nationaux au-delà de l'Europe. Ce qui manque aux dirigeants français, et à bien d'autres dirigeants, c'est la capacité à se projeter à vingt ou trente ans – comme le font les dirigeants russes et chinois.

On dira que la France n'est pas de taille à se mesurer à des pays tels que la Chine et les États-Unis...

Il y a des pays qui sont comme le nôtre, de taille moyenne, et qui tirent fort bien leur épingle du jeu. C'est le cas de la Corée du Sud, qui a des relations équilibrées avec les États-Unis et la Chine et qui parvient, avec 46 millions d'habitants, à développer des spécialisations qui lui assurent une certaine prospérité. C'est aussi le cas de l'Afrique du Sud, qui se présente comme modèle de société unifiée et diverse en Afrique, qui maintient ses très anciennes relations avec l'Inde, qui accueille des entreprises russes et qui a de bonnes relations avec la Chine. N'oublions pas qu'un État souverain réagit beaucoup plus rapidement qu'une alliance à vingt-sept pays. Dans le mouvement actuel de la démondialisation, l'Union européenne libre-échangiste fait exception. ■

propos recueillis par Bertrand Renouvin

► Jacques Sapir, *La Démondialisation*, Points Économie, juin 2021.

Carlo Levi s'est arrêté à La Baule



IKIPEDIA PHOTO : PAOLO MONTI.

De Carlo Levi, le grand public connaît surtout *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, son bestseller mondial écrit en 1943-44 à Florence et publié en 1945. On sait également qu'il fut un homme politique, engagé dans la lutte antifasciste dès 1929, mais on ignore souvent qu'il fut médecin, peintre, sénateur communiste de 1962 à 1972, et auteur d'une dizaine de livres dont trois seulement sont pour l'heure traduits en français.

Les éditions La Tempête viennent d'avoir la riche idée de republier *Peur de la liberté* avec une préface de Giorgio Agamben. Parue en 1946 en Italie (1955 puis 1973, en France), et rédigé en 1939 à... La Baule, ce livre est un objet littéraire non-identifié et difficilement identifiable ; Carlo Levi le présente comme un « conte philosophique ». Disons qu'il s'agit d'une longue

méditation sur l'âme humaine inspirée par son expérience de *confinato*, celle-là même qu'il relatera plus tard dans *Le Christ s'est arrêté à Eboli*.

L'opposition de Carlo Levi au régime fasciste lui vaut en 1935 une condamnation à la résidence surveillée dans le Mezzogiorno. Cet exil forcé lui offre l'occasion de découvrir la Lucanie et ses habitants – des paysans qui

vivent encore au début du XX^e siècle comme au Moyen Âge, exploités par des propriétaires terriens, placés sous le joug de barons locaux ardents partisans de Mussolini, et maintenus dans l'ignorance par des croyances archaïques auxquelles des prêtres catholiques participent.

Cette expérience agit sur lui comme un révélateur : toute son œuvre littéraire et picturale en sera désormais imprégnée. Les nombreux portraits et les quelques paysages peints sur place campent le décor de son œuvre. Ses tableaux sont au monde paysan du Sud de l'Italie, ce que ceux du Français Jules Adler, qualifié de « peintre des humbles », sont au monde ouvrier français de la révolution industrielle.

Comme dans *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, on y décèle ce qui inspira son œuvre toute sa vie : donner à voir les invisibles, et la parole, aux sans voix : « *"Nous ne sommes pas des chrétiens, disent-ils ; le Christ s'est arrêté à Eboli." Chrétiens veut dire, dans leur langage, homme (...). Et ce proverbe – que j'ai entendu répéter si souvent n'est peut-être dans leur bouche que l'expression désolée de leur infériorité : nous ne sommes pas des chrétiens, nous ne sommes pas des hommes,*

nous ne sommes pas considérés comme des hommes, mais comme des bêtes ». Le Christ, comme les colons grecs ou les armées romaines avant lui, est resté à Eboli, sur les bords de la Méditerranée et ne se serait pas aventuré à l'intérieur des terres.

Tous les thèmes que Carlo Levi aborde dans *Peur de la liberté* – le sacrifice, la religion, Dieu, la violence religieuse et étatique, la guerre, le péché... qui privent l'homme de sa liberté – c'est dans l'âme humaine qu'il en cherche les fondements et non dans leurs actes.

Mais la philosophie se révèle incapable d'exprimer ce qu'il ressent et le grand livre qu'il projetait alors de rédiger se réduit à son introduction et sera publié en l'état. Après la guerre, il se tournera vers la littérature et *Le Christ s'est arrêté à Eboli* constituera l'accomplissement de ce qu'il souhaitait dire : le témoignage vécu plutôt que l'analyse théorique. En ce sens, ces deux livres sont complémentaires : pour comprendre et apprécier le premier, il faut d'abord lire le second. ■

NICOLAS PALUMBO.

► Carlo Levi, *Peur de la liberté*, préface de Giorgio Agamben, Éd. La Tempête, mars 2021.

Dans les revues

■ **Le Temps des ruptures.** - Nous professons depuis des décennies une idée simple : la vie démocratique suppose l'existence de traditions idéologico-politiques organisant leur confrontation dans le cadre de partis qui participent à l'expression du suffrage universel. L'effondrement intellectuel des grands partis français a précédé leurs déroutés électoraux. Le débat civique s'en trouve déstructuré. Parasité par les entrepreneurs identitaires de droite et de gauche, il est toujours plus abandonné aux officines de communication.

Le renouvellement de la pensée politique militante est de toute évidence d'une extrême urgence pour les libéraux, les socialistes, les communistes... C'est pourquoi nous saluons la naissance du Temps des ruptures, revue du Pôle jeunesse de la Gauche républicaine

et socialiste qui, au sens strict, donne à réfléchir. Voici, pour nous, des interlocuteurs sérieux qui vont nous permettre, au fil des numéros, d'établir nos points d'accord et de désaccord sur la reconstruction d'un socialisme pour le XXI^e siècle. Prenons pour le moment quelques repères.

Dans le premier numéro, le lecteur trouvera une solide défense de l'universalisme qui obéit à une logique d'intégration du divers et du dissident, puisqu'on « s'engage nécessairement à prendre en compte tout ce qui s'écarte de cet idéal [universaliste] ». Le communautarisme est au contraire une attitude de repli, qui retranscrit une communauté fictive, reconstruite sur une identité purifiée, de la collectivité nationale. Moins convainquant, l'entretien donné par Stéphanie Roza qui expose les différences entre la gauche libérale et la gauche radicale en vue de repenser une gauche républicaine et

sociale – mais qui n'évoque pas l'impensé des gauches, sur lequel elles butent depuis deux siècles : la fonction gouvernementale. Il ne suffit pas de proclamer la République face aux dérives identitaires. Il faut penser la Politique selon toutes ses médiations et selon la fonction arbitrale du chef de l'État qui assure l'ensemble du système des médiations.

La même carence s'observe au fil de la réflexion sur le républicanisme en Espagne, que mènent Rafael K. et Albert Portillo dans le deuxième numéro de la revue. Il est intéressant de souligner que « le républicanisme espagnol prend le risque d'ignorer l'importance de l'État-nation dans la construction de la démocratie » mais il faudrait ajouter que ce mouvement nie résolument la question du pouvoir politique. C'est pourquoi il « s'inscrit davantage dans une perspective libertaire », selon la tradition originelle du combat des

périphéries contre le centre. Il est permis d'en conclure que ce républicanisme n'a pas de projet pour l'Espagne... à la différence du républicanisme français qui s'est monarchisé après 1870 après avoir été, comme le républicanisme espagnol, radicalement antimonarchique.

Les trois articles cités donnent une vision très partielle du travail accompli par l'équipe du *Temps des ruptures*. Le premier numéro contient de solides articles sur l'aménagement du territoire et sur la politique agricole. Le deuxième publie un substantiel entretien avec David Cayla sur le revenu universel, ainsi que des études sur la Politique agricole commune, la laïcité, la pollution à la chlordécone aux Antilles et la révolte des Gilets jaunes.

B. L.-R.

► *Le temps des ruptures*, n°1, février 2021, n°2, juin, juillet 2021. <https://letempsdesruptures.fr/>

DR



par Gérard Leclerc

Toujours avec Bernanos

Comment n'avouerais-je pas ma gratitude à l'égard de François Angelier ? Sa magnifique biographie de Bernanos m'a fait revivre un compagnonnage, qui depuis l'adolescence, n'a cessé de m'inspirer. Il m'en a rappelé toutes les étapes avec une précision qui ne m'a pas seulement rafraîchi la mémoire. Il l'a souvent enrichie, en apportant des compléments d'enquête sur un parcours qu'il définit à juste titre, tout à la fois rectiligne et zigzagant. Mais la richesse de sa recherche ne m'aurait pas ému, si elle n'était commandée par une totale empathie. De là la justesse constante de ses jugements, qui supposent de faire éclater toutes les catégories pour saisir la singularité d'un personnage dont il faut accepter autant les colères que les ravissements d'enfant, celui aux yeux duquel il ne cessera de justifier ses engagements.

Rectitude d'un parcours ? Oui, si l'on veut bien comprendre que s'il y eut des ruptures, des prises de position contrastées dans cette vie de combattant, ce fut toujours par fidélité à lui-même. Ainsi au tournant des années trente, qui l'éloigne de l'Action française de sa jeunesse, mais qui ne l'empêche pas de demeurer le même éternel camelot du roi. Il ne faut pas confondre l'occasion de la rupture, une affaire électorale assez médiocre, avec un désaccord qui ne va cesser de s'approfondir. Tout d'abord ce que l'auteur de *La grande peur des bien-pensants* reproche à l'AF, c'est son embourgeoisement, presque son ralliement au système. Par la suite, c'est plus grave, parce que le dissentiment met en cause la nature de la cause royale, compromise par complicité avec des dictatures sanglantes. Ainsi ne supporte-t-il pas la conquête mussolinienne de l'Éthiopie, avec son recours aux armes chimiques, massivement approuvée par la droite française.

Bien sûr, c'est la guerre civile espagnole qui va porter le désaccord à son maximum d'incandescence. Bernanos en vit la tragédie, comme témoin direct, d'autant plus sincère qu'au début il était acquis à la cause nationaliste, avec son fils Yves engagé à la Phalange. Mais comment n'aurait-il pas réagi devant ce régime de terreur qui s'instaure sous ses yeux, au seuil de la maison où il est venu s'installer avec sa famille, dans l'île de Majorque : « J'appelle Terreur tout régime où les citoyens, soustraits à la protection de la loi, n'attendent plus la vie et la mort que du bon plaisir de la police d'État. J'appelle régime de la Terreur, le régime des suspects (...) le régime des suspects est le régime de la délation. » Ce qui lui est aussi insupportable, c'est que ce régime bénéficie de la complicité du clergé local, atteignant ainsi ses convictions les plus intimes.

Non, ce Bernanos-là ne contredit nullement ses convictions premières. C'est leur autorité qui lui impose sa révolte. De ce point de vue, il faut retenir la mise au point décisive de François Angelier : « On voit ce qui crée la puissance d'un pacte et la force scandaleuse des Grands cimetières sous la lune. D'une part, le fait que Bernanos ne renie pas la foi et les valeurs auxquelles il adhère depuis toujours. L'Espagne n'a pas été pour lui, comme on le croit parfois, un chemin de Damas idéologique, purifiant ses convictions et lavant son regard des écailles monarchico-catholiques. C'est au nom de sa foi catholique et de l'intégrité de ses idéaux monarchiques qu'il réfute et condamne la "croisade" franquiste. » Par ailleurs, il inscrit la guerre d'Espagne au sein

d'une crise générale du monde moderne « dont elle est, à l'égal de la Première Guerre mondiale, l'un des indicateurs majeurs ». En effet, impossible de comprendre la vision bernanosienne du XX^e siècle, sans prendre en compte son expérience de combattant de 1914-1918, qui lui a montré l'inanité des prophètes du meilleur des mondes.

Sans doute, cette position intransigeante peut-elle être contredite du point de vue d'un réalisme qui n'est pas forcément cynique. Comment échapper aux rapports de force et aux choix stratégiques qu'ils imposent ? Malraux, qui s'est engagé du côté républicain, admet ne pas être tenu aux mêmes scrupules que Bernanos : « Pour moi, je suis communiste, je n'écirai jamais un mot qui puisse porter le moindre préjudice au parti. » Mais en ce cas, le dénonciateur des crimes n'a que faire des éloges de l'auteur de *L'Espoir* : « Aux yeux des hommes comme vous, je ne puis passer que pour un imbécile ou un fou. » Il n'y a que Simone Weil pour le comprendre vraiment, ayant été témoin des atrocités de l'autre camp. Peut-on parler alors, avec cet accord des cœurs purs, d'un idéalisme à connotation mystique ? C'est possible, dans une certaine mesure. François Angelier relève même une tendance au millénarisme, que la lecture de Léon Bloy aurait pu susciter. Disons que le regard aigu que jette le romancier sur la réalité humaine relève d'un certain ordre qu'il est parfois malaisé d'accorder avec le souci politique empirique. Comment concilier Bernanos avec ce Jacques Bainville qu'il n'aimait guère ?

Cela n'empêche pas une lucidité qui prend en défaut bien des gens aveuglés par les conjonctures immédiates. Jusqu'à la bataille de Stalingrad emportée par les soviétiques en février 1943, Bernanos ne s'est pas trop préoccupé du camarade Staline, alors qu'il vitupérait contre les complices d'Hitler. Mais il saisit alors le danger, le dénonce et va se trouver en opposition avec certains chrétiens de gauche qui avaient cru trouver en lui un allié définitif. De retour en France, après son exil brésilien – mais faut-il vraiment parler d'exil ? – Bernanos va se mettre beaucoup de gens à dos, qui ne supportent pas son intransigeance. Ce n'est plus désormais la droite franquiste qui se trouve épinglée, mais la gauche catholique dont « le modeste rôle chez les communistes est un peu celui des pucerons chez les fourmis. » C'est donc que la verve du pamphlétaire n'a pas disparu de la palette du prophète catholico-royaliste.

François Angelier voudra bien me pardonner de n'avoir fait qu'effleurer le contenu de sa biographie fleuve. La dimension d'une chronique m'interdisait de l'explorer plus avant. Mais je ne puis terminer sans renvoyer à tout ce qu'il nous découvre du génie du romancier, celui que Malraux reconnaissait comme « notre Dostoïevski ». Si Bernanos a pu détecter si profondément l'arrière-fond des tragédies du XX^e siècle, c'est à son génie d'analyste supérieur de l'âme humaine qu'il le doit. Une âme qu'il voudrait vouer à la ressemblance de « nos amis les saints ». Mais qui peut aussi côtoyer l'abîme, dont son *Monsieur Ouine* est le modèle infernal. ■

► François Angelier, *Georges Bernanos. La colère et la grâce*, Biographie, Seuil.

“L’Autre Europe” ou le souci de l’âme

Et si, incapable de s’émanciper de sa vision progressiste du monde, l’Europe occidentale avait raté, lors de la Guerre froide, son rendez-vous historique avec les révoltés de « l’Autre Europe » ?

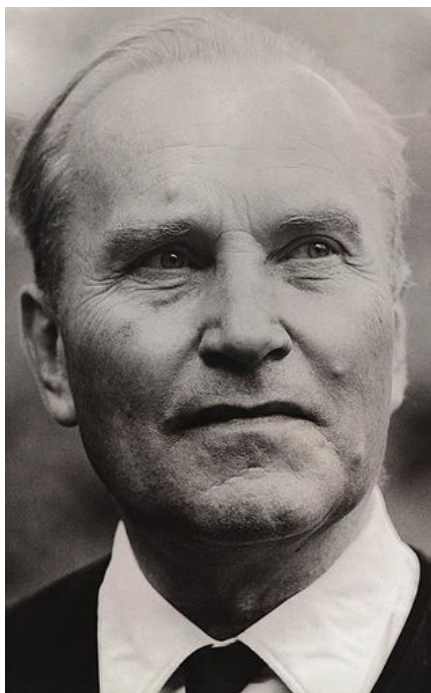
Et si, enlisée dans un dogme des Lumières naïvement absolutisé, elle avait refusé de voir ce qui surgissait de neuf et d’iconoclaste dans les petites nations de l’Europe centrale et orientale confrontées à la doxa totalitaire ? Et si, les retrouvailles culturelles émues de la fin des années 80, avaient masqué la fracture existentielle, tragique, qui divisait deux mondes tout à la fois semblables et totalement étrangers ?

Ces questionnements surgissent spontanément à la lecture d’un monument intellectuel et philosophique, publié récemment aux éditions du Cerf sous le titre, plus que révélateur, de *La Vie de l’esprit en Europe centrale et orientale depuis 1945*. Brillamment piloté par Chantal Delsol et Joanna Nowicki, cet opus impressionnant nous entraîne dans le tourbillon des débats politiques et conceptuels qui ont fait de cette Europe « esclavagisée » le laboratoire d’une modernité « autre », définie parfois comme « antimoderne ».

Certes, ce serait une faute impardonnable que de laisser croire que, dans le combat de chaque jour pour leur libération, les dissidents de l’Europe de l’Est auraient négligé de s’appuyer sur la rhétorique des droits de l’homme et la défense d’une démocratie libérale de bon aloi. De façon très pratique – et avec d’ailleurs une habileté tactique et stratégique confondante –, ils auront su mobiliser un discours à l’occidentale pertinent, offensif, pour pousser dans leurs derniers retranchements leurs gouvernements confits en déclarations plus « démocratiques » les unes que les autres. Comme on le sait, après des années de répression, cet affrontement, d’apparence lilliputienne, finit par payer, ouvrant des brèches destructrices au sein d’un communisme enkysté dans ses contradictions.

Le chant de l’Europe originelle et profonde. Mais ce que l’arrogance de notre Occident ne parvint point à détecter – ou plutôt à saisir dans ses enjeux quasi métaphysiques –, c’est que cette montée en puissance libératrice s’accompagnait d’une volonté d’appareiller vers d’autres rives idéologiques, d’un souci de faire émerger un monde alternatif, centré sur une subjectivité enracinée.

Face à un totalitarisme qui poursuivait l’objectif criminel de nier leur passé et d’imposer le culte d’une novlangue suicidaire, les petites nations de « l’autre Europe » surent retrouver le courage des insensés de tout temps : refaire corps avec



Le philosophe Jan Patocka (1907-1977). Il paya de sa vie son engagement pour la liberté.

le chant intime de leur plus profonde histoire pour essayer de bâtir une nouvelle arche d’alliance civique. Et ce retour vers un autre futur était aussi, dans un même mouvement créateur et nostalgique, une communion renouvelée avec une « européanité » originelle, libérée de toutes ses interprétations fallacieuses et post-moderne.

Le souci de l’âme comme politique. En 1950, au moment même où la césure idéologique Est/Ouest paraissait insurmontable, l’écrivain Ignazio Silone, dans une réunion à Bruxelles du Congrès pour la Liberté de la Culture, énonçait ce que devait être, selon lui, le nouveau credo des luttes à venir pour une émancipation intégrale : « Vous savez que le mouvement libéral de l’Âge moderne a commencé par la reconnaissance de l’habeas corpus. En ce moment, le mot d’ordre de la nouvelle résistance contre les totalitarismes devrait être l’habeas animam : le droit de chaque créature à son âme. »

« Le droit de chaque créature à son âme » : comment des pays ayant connu, parfois sous le nazisme puis le communisme, l’horreur d’une domination purement matérialiste, auraient-ils pu ne pas souscrire à cet impératif catégorique, tout à la fois nouveau et très ancien, qui fait écho à la plus pure philosophie grecque ? Transcendant la lutte pour recouvrer des libertés essentielles, cette recherche allait prendre chez certains penseurs, comme le tchèque Patocka, le visage d’un « socratisme politique », d’un « souci de l’âme »,

d’un retour vers l’Europe profonde, héritière notamment de Platon.

Le temps des illusions perdues. Comment ne pas comprendre, dans ces conditions, le véritable désarroi ontologique qui saisit les insurgés pacifiques de l’Europe orientale et centrale lorsqu’ils découvrirent, en 1989, à l’instant même de leur plus pure joie, que l’objet de tous leurs fantasmes et de leur espérance donnait tous les signes d’un ralliement à une vue du monde ultra moderniste, au sens le plus négatif du terme ? En 1993, ayant fait le deuil de nombres d’illusions, Milan Kundera ira jusqu’à dire : « J’ai compris seulement plus tard que le communisme me montrait, dans une version hyperbolique et caricaturale, les traits communs du monde moderne. La même bureaucratisation omniprésente et omnipotente. La lutte des classes remplacée par l’arrogance des institutions envers les usagers. La dégradation du savoir-faire artisanal. L’imbécile juvénophilie du discours officiel. Les vacances organisées en troupes. Les laideurs de la campagne d’où disparaissent les traces de la main paysanne. L’uniformisation. Et, de ces dénominations communes, le pire de tous : l’irrespect pour l’individu et sa vie privée. » (1).

L’on dira bien sûr – et l’on n’aura pas complètement tort – que ces propos quelque peu excessifs font bon marché de ce qui a toujours dressé une ligne de démarcation limpide entre notre Occident libéral et l’ordre totalitaire quel qu’il soit : la volonté criminelle des partisans de la table rase de retrancher sans états d’âme de la communauté des vivants « les hommes en trop », pour reprendre une formule très explicite d’Hanna Arendt. Il reste que, par-delà ses outrances langagières, Kundera vise juste. Et que ce passage en dit long sur l’amertume qu’il a pu ressentir vis-à-vis d’une civilisation européenne qui s’abandonne, peu à peu, au culte de la marchandise et d’un anti-intellectualisme rampant.

Alors que s’accumulent tant de nuages menaçants à l’horizon, notre intelligence insurgée doit nous pousser à reprendre langue avec l’ethos vibrant des « passants considérables » de l’ex-Europe de l’Est, afin que notre Ouest en décomposition retrouve le chemin « de la vie en vérité »... et ne devienne jamais, ainsi que le prophétisait Lukacs, « l’ossuaire des interiorités mortes » (2). ■

PHILIPPE ARONDEL.

(1). Entretien dans *Le Monde* du 24 septembre 1993.
(2). Georg Lukacs, *La théorie du roman*, Gallimard, 1989, p. 58.

► Sous la direction de Ch. Delsol et J. Nowicki, *La Vie de l’esprit en Europe centrale et orientale depuis 1945*, Éd. du Cerf, avril 2021.

Jeanne, encore une fois...

A-t-on assez glosé sur l'image de cette Pucelle qui sauva le royaume de France ? Les Français n'ont cessé de se chicaner à son propos et si, finalement, l'Église l'a canonisée, ce fut poussée dans ses retranchements par la République !

Que nous reste-t-il à en faire, à présent que Collette Beaune, Jean Guilton, Régine Pernoud, et tant d'autres ont poussé à bout l'analyse historique des faits, usant jusqu'à la corde la trame des documents ? Il reste, écrit Hugues Moreau, à remettre en lumière, parmi les motifs qui ont conduit Jeanne à agir, ce qui relève de sa vocation de croyante, ce qu'il nomme son « *déterminisme spirituel* ».

C'est pourquoi la seconde partie du livre, qui va de sa captivité au bûcher, est une relecture attentive des minutes du procès que lui intente l'Église. Car c'est nommément une procédure de l'Inquisition, qui fonctionne au profit des intérêts temporels de l'Angleterre, tous aisés à cerner : à travers Jeanne, discréditer Charles en tant que roi et, en quelque sorte, le délégitimer dans sa reconquête du royaume. Mais ce n'est pas la visée de l'évêque Cauchon qui règle la chorégraphie cruelle de ce procès en sorcellerie : il affronte Jeanne sur le plan où elle-même se situe, celui de sa



WIKIPEDIA - PHOTO: COLLECTION DOMREMY LA PUCELLE

communauté avec le surnaturel. Ses voix qui la conseillent, ces saints qui la visitent, cette présence angélique qui l'accompagne, tout Jeanne tient en cela et, si cela est fait pour servir le royaume, il est clair que, pour elle, c'est du Royaume de Dieu qu'il s'agit. Faire qu'il adienne « *sur la terre comme au Ciel* » à travers la lieutenante de Charles VII. Elle-même en fera offrande au Très-haut.

Jeanne serait donc aussi à lire comme « prophète » d'un Royaume à venir, qui ne s'accomplira qu'après une Passion, la sienne, reflétant celle du Christ. Et, – puisque 365 ans après le bûcher de Rouen, s'est dressé à Paris l'échafaud de Louis XVI – en vue d'un Règne à venir dont la France serait encore investie. La prophétie est à prendre telle quelle, comme

une « *donnée spirituelle* » qui saura s'incarner un jour avec autant de précision opérationnelle que les campagnes livrées par Jeanne et les siens en son temps.

Cette part faite au mysticisme froissera la rationalité de certains esprits modernes, mais Hugues Moreau peut bien, sur la foi des documents historiques dont il dispose, revendiquer qu'elle coexiste avec des lectures rigoureusement politiques de l'histoire. Du moins est-ce la conviction qu'on est invité à retirer de cette enquête rigoureuse, sans craindre de la suivre jusqu'à ses évidentes conclusions. ■

LUC DE GOUSTINE.

► Hugues Moreau, *Dans le Jardin de mon père, Jeanne d'Arc mystique et théologienne*, Saint-Léger éditions, septembre 2021.

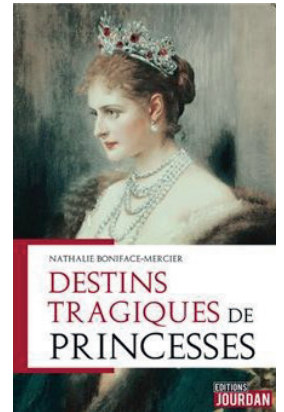
Biographies

■ **Destins tragiques de princesses.** – Les princesses font rêver et font pleurer aussi parfois. On se souvient des Britanniques en pleurs lors des funérailles de Lady Diana en 1997. Nathalie Boniface-Mercier nous brosse le portrait de dix princesses qui meurent de façon tragique en l'espace d'un siècle (1897-1997). Il s'agit de biographies synthétiques, bien documentées, qui ne se présentent pas comme des panégyriques mais qui cherchent plutôt à saisir la personnalité de ces princesses dans leur authenticité, en ne gommant jamais leurs travers. Chacune de ces petites études nous permet de mieux comprendre comment s'est constitué de leur vivant, voire après leur mort, le mythe dont elles ont été des actrices, consciemment ou non. Certaines ont fait rêver de leur vivant, comme Diana ; d'autres ont été honnies après leur mort, comme la tsarine Alexandra Romanov sous l'ère communiste, pour être aujourd'hui l'objet d'un véritable culte de la part des milieux conservateurs russes. On peut finalement les classer en deux catégories. Les premières ont appartenu à des familles régnantes qui apparaissent comme des « *victimes expiatoires d'un passé qui encombre* », pour reprendre la belle expression de l'auteure, ou comme des victimes collatérales de crises politiques graves, comme la princesse Mafalda. Les secondes ont vécu dans des pays plus stables et sont décédées accidentellement, par exemple d'un banal accident de voiture comme Diana ou Grace de Monaco.

Au total, leur mort les transforme en personnages de tragédie, puis progressivement, en mythes. On en oublie parfois leurs défauts et leurs erreurs. En définitive, ce livre nous montre comment se construit leur légende au fil des années faisant d'elles des personnages de la littérature, du cinéma, voire de la publicité. Il est rédigé dans un style plein d'élégance et de fluidité, ce qui nous rend sa lecture particulièrement agréable. ■

JACQUES DUCONSEIL.

► Nathalie Boniface-Mercier, *Destins tragiques de princesses*, Éditions Jourdan, septembre 2021.



Bande dessinée

■ **Le sang des Valois.** – Le Festival « Quai des bulles » de Saint-Malo s'est tenu à la Toussaint, avec un public et des exposants sans doute plus clairsemés que lors des éditions précédentes. Didier Decoin y a fait ses débuts d'auteur de BD avec *Le sang des Valois*, premier album d'une saga qui débute dix ans après Marignan, avec Pavie et la captivité de François I^{er}, puis sa mort.

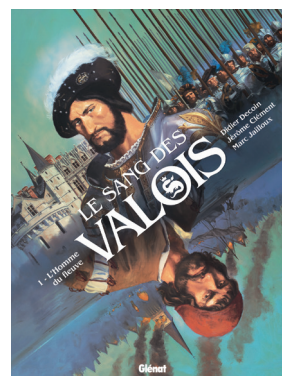
Les destins de deux familles se croisent : la famille royale et celle du charpentier Tassin, qui a eu l'heur de sauver de la noyade le dauphin et son frère Henri. Un peu sur le modèle de l'excellent *Fortune de France* de Robert Merle, les membres de la famille

Tassin recevront des missions, dont la première sera d'étudier la construction des galères ottomanes. Le fils Tassin reviendra marié à une musulmane, ce qui le plongera dans les conflits et l'intolérance religieux exacerbés par la Réforme. Nous assistons, dans une France écumée par les soldats débandés, au début des guerres de religion, aux hésitations de François I^{er} après l'affaire des placards, mais aussi aux efforts royaux pour rendre la Loire navigable par la création d'écluses...

Le récit est vivant et bien mené. Le dessin bien travaillé, parfois sombre, nous transporte dans l'atmosphère et le paysage urbain de l'époque. On attend avec impatience la suite de la saga, sachant que la qualité des auteurs devrait les préserver de la tentation de

trop projeter sur l'époque les idées de notre siècle.

ÉRIC CÉZEMBRE.



► Didier Decoin, Jérôme Clément, Marc Jailloux, *Le Sang des Valois*, Glénat, septembre 2021.

DES ROYALISTES CONTRE LES NAZIS (30)

Pauline Barré de Saint-Venant

Encore une belle figure de la résistance royaliste. Pauline Barré de Saint-Venant, alias Marie-Odile Laroche, n'a pas ménagé sa peine pour organiser des réseaux d'évasion dans l'Est puis sur l'ensemble du territoire. Elle et une grande partie de ses compagnons mourront en déportation.

Henri Barré de Saint-Venant est né en 1881 dans la famille du comte Raoul (1845-1927), zouave pontifical. Gravement blessé pendant la Grande Guerre, il est soigné à l'hôpital Villemin de Nancy où il rencontre Pauline Gaillard. La jeune femme (1895-1945) s'est engagée comme infirmière volontaire dès le début des hostilités. Ils ont une fille, Marie-Jacqueline, mais ne se marient qu'en 1928, après la disparition du comte Raoul. Le jeune couple ouvre une manufacture de lingerie à Nancy. Malheureusement, Henri décède en 1933, la laissant seule pour élever leur fille et diriger l'atelier. Comme le rappelle Philippe Schneider du bulletin *La Lorraine royaliste*: « Elle était royaliste d'Action française comme une bonne partie de sa famille. » Naturellement la guerre revenue, Pauline, patriote des frontières, n'hésite pas longtemps, malgré ces vicissitudes.

Dès août 1940, elle accueille les soldats français prisonniers-évadés, les Lorrains et Alsaciens qui refusent la nazification, les cachant, organisant leur départ vers la France de l'intérieur. Toute sa famille plonge avec elle dans la Résistance. Nonobstant l'arrestation de trois autres membres de la famille Gaillard, sa sœur Jeanne Gaillard (Croix de guerre avec étoile d'argent) héberge de nombreux réfractaires et organise le réseau sur Nancy-Nord. Arrêtée à son tour (1), elle est déportée en juillet 44. Le réseau est repris par Fernand Travers. Puis, après l'arrestation de ce dernier, par la fille de Pauline Barré de Saint Venant, Marie-Jacqueline qui vient de se marier avec le docteur Joseph René Helluy (2). Ce dernier est également arrêté et déporté. Sa jeune femme est écrouée à la prison Charles III. Faute de preuves elle est relâchée. Pendant ce temps, sa mère, recherchée par le Sicherheitsdienst (la sécurité du Reichsführer-SS), quitte Nancy.

Pauline Barré de Saint-Venant est devenue Marie-Odile Laroche. De Paris, elle développe ses activités vers la Normandie, où tout une filière se construit autour de l'avocat Léonard Gille (Caen). Repérée par la police française, elle doit quitter la capitale pour Lyon. N'en reste pas moins que son réseau s'étend le long de la *Demarkationslinie*. Elle a bien œuvré et intensifié ses activités, entre Châtellerault et Poitiers, dans les petits villages (Draché, Archigny, Berthegon,



Une rue de Villers-lès-Nancy porte le nom de résistance de Pauline Barré de Saint Venant.

Orches, Saint-Gervais, La Haye-Descartes) et les grandes villes.

Son adjoint à Poitiers est Jean Charles, un employé des chemins de fer. Il va parcourir la France en tous sens. Fiché comme « hors-la-loi » par Vichy, Jean Charles va sauver maints et maints aviateurs alliés, juifs en fuite devant les persécutions, et tous réfractaires à l'ordre nouveau.

« Son réseau a compté plus de 80 morts et 200 déportés. Ses actions lui ont valu, à titre posthume, de nombreuses décorations tant en France que dans les puissances alliées » Le maire de Villers-lès-Nancy, en 2011, pour l'inauguration de la rue Marie-Odile Laroche.

À Châtellerault c'est un directeur d'école, Arsène Lambert (3) et son fils Jean, du réseau Turma-Vengeance, qui organisent la filière Marie-Odile. Ils sont arrêtés un petit matin. Alors, Arsène demande à sa femme son uniforme de capitaine... Cela n'empêche pas la Gestapo de le torturer pendant 34 jours, au point qu'il est emmené à l'hôpital de Tours avant d'être déporté vers les camps.

Dans le petit village de Draché, l'incroyable abbé Henri Péan (4), curé le jour et résistant la nuit, va enrégimenter ses paroissiens, d'autres curés et même

des scouts de Tours, etc. Ses principaux relais sont André Goupille et sa famille à La Haye-Descartes, et à La Roche-Plouquin, madame la comtesse Jean de Poix (5). Elle attend l'envoi d'un billet: « Je vous fais envoyer un lapin pour améliorer votre ordinaire » de son ami le marquis Maximilien de Lussac (6), lui annonçant un nouvel arrivage de réfugiés. Madame la comtesse accueille dans son château et fournit même un terrain de parachutage sur sa propriété de l'Auberbière (terrain Menthe homologué en janvier 1944).

Pauline Gaillard, madame Barré de Saint-Venant, Marie-Odile Laroche, inlassablement, continue de venir en aide à tous ceux qui fuient les zones annexées ou occupées. Son réseau est une filière d'évasion qui recueille, héberge, rebaptise à l'aide de faux papiers et aide aux passages des différentes frontières allemandes qui découpent la France. Plus de 300 aviateurs alliés lui doivent leur liberté.

L'intrépide femme est arrêtée le 4 mai 1944. Elle subit de très nombreux interrogatoires, puis quitte la France, le 15 août 1944, pour le camp de Ravensbrück où elle retrouve sa sœur. Là-bas, courageusement, elle refuse de travailler pour les « boches-nazis. » Elle part pour le plus dur des camps de femmes, le camp disciplinaire de Königsberg. Puis, lorsque les armées alliées attaquent, les nazis la renvoient mourir à Ravensbrück, le 23 mars 1945.

FRANÇOIS-MARIN FLEUTOT.

(À suivre: Jacques de Lanzerme.)

(1). Jeanne Gaillard est née à Nancy le 17 juin 1897. Elle devient le n°61157 à Ravensbrück.

(2). Marie-Jacqueline Barré de Saint-Venant se marie en 1941 avec le docteur, qui deviendra le professeur, Joseph-René Helluy (1911-1976) qui reprend le réseau Marie-Odile en Lorraine, après son arrestation. Il sera à son tour déporté, devenant le n° 77743 au camp de Neckargemach.

(3). Arsène, arrêté, torturé par la Gestapo, déporté, meurt au camp de Neuengamme. Son fils Jean est lui aussi déporté et meurt au camp de Dachau.

(4). Henri Péan est arrêté par la police de Vichy, remis à la Gestapo... Mort sous la torture, le 18 février 1944. Le 25 août 1944, les 124 habitants de Maillé (dont l'abbé Péan s'occupait) furent massacrés par les Waffen SS.

(5). Madame la comtesse Jean de Poix (1894-1970) devient le n°35196 au camp de Ravensbrück. Elle est libérée le 22 avril 1945.

(6). Maximilien de Lussac (1879-1944) devient le n°33545 à Neuengamme. Il décède au camp le 27 juin 1944.

Brèves royales

■ **Roumanie, le 25 octobre** : Cent ans après la naissance du roi Michel I^{er}, la pandémie de coronavirus n'a pas empêché les Roumains de rendre un hommage appuyé à leur dernier monarque, décédé en 2017. Plusieurs cérémonies ont été organisées en privé ou en public avec le soutien du gouvernement. Dont l'inauguration d'une statue grandeur nature du souverain. Un événement couvert par plusieurs chaînes de télévision qui ont diffusé des documentaires traitant de la vie de l'ancien roi. Un succès qui ne se dément pas dans ce pays des Balkans, surnommé parfois « *la République couronnée* ».

■ **Royaume-Uni, le 1er novembre** : Invité à prononcer un discours devant les membres du G20 à Rome, à la veille du sommet de la Conférence des Parties (COP26), le prince Charles de Galles a exhorté les nations à se mettre sur le pied de guerre pour sauver la planète. « Il est temps de mettre de côté nos différences et de saisir cette occasion unique de lancer une révolution verte substantielle en mettant l'économie mondiale sur une trajectoire confiante et durable et, ainsi, sauver notre planète » a déclaré le fils de la reine Elizabeth II.

■ **Édimbourg, le 2 novembre** : Lors d'un événement organisé par l'université d'Édimbourg, le prince Albert II de Monaco a lancé un vibrant appel aux participants de la COP26 pour protéger les océans, trésor de l'humanité essentiel à la vie de la planète. « *Les signataires de cet appel entendent œuvrer pour éliminer progressivement les émissions de gaz à effet de serre de liées au transport maritime international, favoriser le développement de sources d'énergie renouvelables propres en mer et renforcer les sources publiques et privées de soutien à l'adaptation au climat et à l'atténuation de ses effets sur l'océan* » a déclaré le fils de Rainier III.

■ **Norvège, le 2 novembre** : La presse norvégienne annonce que le roi Harald V et la reine Sonja ont été vaccinés contre la covid 19 pour la troisième fois. Le ministre de la Santé, Bent Høie, a déclaré que les souverains étaient prioritaires en raison du rôle important qu'ils jouent, mais aussi en raison de leurs âges respectifs qui les placent dans le groupe à risque.

FRÉDÉRIC DE NATAL.

Mercredis de la NAR

■ Voici le programme des conférences des Mercredis de la NAR jusqu'au 8 décembre :

Mercredi 10 novembre
Chiheb M'Nasser,
« France-Islam : une blessure nationale ».

Mercredi 17 novembre
Marcel Gauchet,
« L'invention du christianisme ».

Mercredi 24 novembre
Jean-Christian Petitfils,
« Henri IV ».

Mercredi 1^{er} décembre
Georges-Henri Soutou
« Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste ».

Mercredi 8 décembre
Olivier Dard,
« Le monarchisme après 1968 ».

Mercredi 15 décembre
Frédéric Farah,
« La crise libanaise ».

■ **Chaque conférence débute à 20 heures précises dans nos locaux parisiens.** Dans la salle, le public se limitera à dix personnes : notre invité, deux organisateurs, sept auditeurs vaccinés ou récemment testés, qui recevront une invitation spécifique.

Les autres auditeurs pourront assister à la réunion sur leur ordinateur. Chaque semaine une invitation sera adressée par voie de circulaire électronique à nos abonnés qui disposeront ainsi d'un lien de connexion. Il leur suffira alors de télécharger l'application « Zoom », puis de se relier à la conférence pour la suivre en direct et poser par écrit leurs questions à notre invité.

Toutes les conférences des Mercredis sont ensuite accessibles sur la chaîne YouTube de la NAR qui compte **aujourd'hui plus de 1600 abonnés**. Pour regarder ces vidéos et partager leur contenu avec vos amis, il vous suffit de suivre les liens suivants :

[https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste-](https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste)
ou <https://archivesroyalistes.org/-audio->

Communiqué

Communiqué de la NAR du 8 novembre

■ **Folie des sondages.** Les élections présidentielles ne se dérouleront qu'en avril prochain mais une véritable folie sondagière s'est déjà emparée des médias : de septembre à début novembre, journaux et chaînes de télévision auront publié deux fois plus d'enquêtes d'opinion que pendant toute la campagne présidentielle de 2017, qui battait déjà des records. Alors même que la liste définitive des candidats n'est pas connue et que la plupart d'entre eux n'ont encore présenté aucun programme ! Devant une telle avalanche de pseudo-prévisions, de rumeurs et de commentaires souvent biaisés, les Français sont en droit de se demander si on ne cherche pas à les manipuler.

Dans ces conditions, **la Nouvelle Action royaliste** félicite le quotidien *Ouest France*, premier titre français pour sa diffusion, qui a décidé le 23 octobre dernier de ne plus commander de sondages pour cette présidentielle. On peut espérer que d'autres titres de presse sérieux prendront la même et sage décision.

À signaler

■ **Dynastie, le retour !** L'idée de relancer le prestigieux titre *Dynastie* trottait depuis quelque temps dans la tête de certains de nos amis. Voici que le projet prend une forme définitive, sous l'aspect d'une belle revue trimestrielle de plus de 100 pages, réalisée sous l'égide de nos amis Philippe Delorme et Frédéric de Natal. Par ses portraits, entretiens, reportages, articles philosophiques ou culturels, *Dynastie* veut redonner à ses lecteurs le goût du passé dont ils héritent et valoriser les dynasties, princières ou non, qui font l'histoire. Le premier numéro sera disponible en kiosque début décembre, avec un dossier consacré à « *ces sacrés capétiens !* ». Pour souscrire un abonnement (40 euros pour 4 numéros) : <https://www.revuedynastie-abonnement.com/>

Erratum

■ Une erreur s'est glissée dans l'article de Denis Cribier relatif à la monarchie norvégienne (Royaliste n° 1218 du 11 octobre). Au 4^e paragraphe, il fallait lire : « *voici une monarchie qui, contrairement aux autres monarchies, fonctionne sur le modèle d'un régime que l'on serait tenté de qualifier de présidentiel* » et non pas « *ne fonctionne pas* ». Toutes nos excuses à l'auteur et à nos lecteurs.

Royaliste

Directeur politique : B. Renouvin
Directeur adjoint : C. Barret
Rédacteur en chef : N. Palumbo
Maquette/SR : F. Aimard
Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration
Bloc C – B.A.L 13
36-38, rue Sibuet, 75012 Paris
Téléphone : 06 43 11 36 90
lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

Com. Paritaire : 05 14 – G 84 801
ISSN 0151 – 5772
Édité par la NAR

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

☐ Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER O TROIS MOIS (20 €) O SIX MOIS (30 €) O UN AN (50 €) O UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF O UN AN (40 €) O UN AN SOUTIEN (50 €)

O Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS

D.R.



par Bertrand Renouvin

Le “vivre-ensemble”, vraiment ?

Selon l'humeur du moment, on peut trouver comique ou exaspérante l'annonce du *Thème-de-la-campagne* suivie de débats entre experts nourris aux sondages du jour. Nul ne s'avise, sur les plateaux, de remarquer que le Thème officialisé le lundi matin sera balayé le jeudi soir par une autre thématique surgie de l'actualité. C'est ainsi que tour à tour on disserte sur l'immigration, le pouvoir d'achat, l'insécurité... en attendant qu'un sondage inédit fasse surgir un autre *Thème-de-la-campagne* aussi incontournable que rapidement contourné.

Ce jeu médiatique où s'ébattent des micro-sociétés de papiers nous permet de dresser la liste des sujets qui ne seront jamais traités comme thème de campagne.

C'est le cas de la politique étrangère et de la politique européenne, qui relèvent du domaine de l'évidence : aucun candidat sérieux ne remettra en cause le “couple franco-allemand”, l'appartenance à la “famille occidentale”, le libre-échange et la “monnaie européenne” !

C'est le cas des sujets sociaux qui sont traités marginalement comme on doit le faire, n'est-il pas vrai, pour des gens qui campent sur les marges. Sans aucun espoir de soulever la chape de plomb médiatique, je veux attirer cependant l'attention sur une violence subie par deux millions de nos concitoyens de plus de soixante ans, contraints de vivre dans la solitude et l'isolement.

La solitude est en état subjectif alors que l'isolement est une situation concrète, mesurée par la perte des relations familiales, amicales, professionnelles, associatives ou de voisinage. Quand toutes ces relations se sont dénouées, la personne vit en état de mort sociale. L'isolement et la solitude augmentent avec l'âge et Internet n'est pas toujours d'un grand secours puisque 27 % des personnes de plus de soixante ans sont en situation d'exclusion numérique (1).

Cette tragédie nationale ne cesse de s'aggraver. Le président des Petits Frères des Pauvres, Alain Villez, souligne deux tendances concordantes : 530 000 personnes âgées sont en situation de mort sociale en 2021 alors qu'elles étaient 300 000 en 2017 ; les personnes âgées isolées des cercles familiaux et amicaux, qui étaient 900 000 en 2017, sont aujourd'hui deux millions. La perte d'autonomie due au grand âge, la faiblesse des revenus, la désertification territoriale et la disparition des commerces de proximité sont autant de facteurs qui conduisent à la mort sociale, prélude à une mort solitaire. Il faut lire le rapport dans son entier pour prendre la mesure de cette catastrophe silencieuse.

Une société qui exclut ceux qui ont cessé de lui être utile

On voudrait en appeler à Emmanuel Macron, mais je lis dans l'introduction du rapport que “l'abandon dans le cadre de cette mandature du projet de loi consacrée à la perte d'autonomie, remplacé par quelques mesures dans le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) est une profonde désillusion face aux enjeux liés à la transition démographique”.

On aimerait se rassurer en célébrant les innombrables citoyens qui s'activent au Secours populaire, au Secours catholique, dans les Restaurants du cœur, chez les Petits Frères des Pauvres... et qui démentent les homélies sur la “perte des valeurs” et “l'égoïsme des gens”. Sans cette immense administration bienveillante de la misère, les détresses seraient encore plus terribles et plus visibles. Mais il ne faut pas manquer de dénoncer le cynisme de la classe dirigeante qui prend prétexte de l'élan caritatif pour faire l'économie de mesures sociales salutaires.

On pourrait se préparer à interpellier les candidats aux élections législatives de juin mais nous savons déjà que leurs bonnes paroles annonceront une inaction résolue fondée sur un raisonnement utilitaire : à quoi bon dépenser “un pognon de dingues” pour des gens qui ne votent pas ? Cela ne les empêchera pas de commander à leurs scribes de beaux discours sur le “vivre-ensemble”. Mais quand les députés seront installés, quand le gouvernement sera désigné, on passera aux choses sérieuses sous l'égide de M. Macron, de Mme Pécresse, de M. Bertrand ou de M. Barnier.

Les choses sérieuses, c'est le remboursement de la dette et les mesures d'austérité qui obligeront le peuple menu à se serrer la ceinture et qui feront oublier “les séniors”, “nos aînés”, qu'ils appellent tout simplement les vieux. Certes, si M. Macron est réélu, Mme Bourguignon, ministre déléguée en charge de l'Autonomie, pourra rappeler qu'elle a créé un “comité stratégique de lutte contre l'isolement des personnes âgées” – selon la banale technique qui consiste à lester le verbiage d'un poids bureaucratique.

Nous ne sommes pas seulement dans une société capitaliste qui ne pourrait fonctionner sans l'emploi précaire et le travail servile d'une population qu'elle exclut du monde des situations acquises. Nous sommes dans une société qui exclut ceux qui ont cessé de lui être utiles, qu'elle condamne à la mort lente par insouciance et qui meurent dans l'indifférence. Cela ne vous empêchera pas, Mesdames, Messieurs, de trouver de bien jolis thèmes de campagne. ■

(1) Baromètre solitude et isolement : quand on a plus de 60 ans en France en 2021, Rapport des Petits Frères des Pauvres, 6 septembre 2021.

Sommaire

Page 2 – Cop26 : échec programmé. – Sur le mur de Jean Chouan.

Page 3 – Laisse moi sauver Argos ! – L'Écho du net.

Page 4 – Nucléaire : le retour d'Arabelle. – La quinzaine sociale.

Page 5 – Non, Bainville n'était pas antisémite !

Page 6 – Tunisie : faut-il avoir peur pour la démocratie ? – Voix étrangères. – Les Faits majeurs.

Page 7 – Francophonie : de Djerba à Villers-Cotterêts.

Pages 8 et 9 – Démondialisation : entretien avec Jacques Sapir.

Page 10 – Carlo Levi : *Peur de la liberté*. – Dans les revues.

Page 11 – Le Bernanos de François Angelier.

Page 12 – « L'autre Europe » ou le souci de l'âme.

Page 13 – Jeanne, encore une fois... – Destins tragiques des princesses. – Le sang des Valois.

Page 14 – Royalistes contre nazis : Pauline Barré de Saint-Venant.

Page 15 – Le mouvement royaliste.

Page 16 – Éditorial : le « vivre-ensemble », vraiment ?